



BURKINA FASO
Unité-Progress-Justice



RETROSPECTIVE 2018

**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU DEVELOPPEMENT**



Juin 2019



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice



RETROSPECTIVE 2018

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET
DU DÉVELOPPEMENT**

SIGLE ET ABREVIATIONS

AEN	Avoirs extérieurs nets
AGR	Activité génératrice de revenu
AID	Autres institutions de dépôts
AJT	Agence judiciaire du trésor
AME	Association des mères éducatrices
AN	Assemblée nationale
APD	Aide publique au développement
ARCOP	Autorité de régulation de la commande publique
BAD	Banque africaine de développement
BADF	Banque agricole du Faso
BGCT	Balance général des comptes du trésor
BID	Banque islamique de développement
BSGD	Budget sensible au genre et droits des enfants et des jeunes
CAC	Comités anti-corruption
CASEM	Conseil d'administration du secteur ministériel
CCP	Certificat de cessation de paiement
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest
CFA	Communauté financière africaine
CID	Circuit intégré de la dépense
CIMA	Conférence inter africaine des marchés d'assurance
CNPD	Commission nationale de planification du développement
CNS	Conseil national de la statistique
CPC	Commission permanente de concertation
CPPC	Comité national de pilotage des pôles de croissance
CSD	Cadre sectoriel de dialogue
CSEBT	Comité du suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie
CT	Conseiller technique
DAF	Direction de l'administration et des finances
DAO	Dossiers d'appel d'offres
DGB	Direction générale du budget
DGEP	Direction générale de l'économie et de la planification
DGESS	Direction générales des études et des statistiques sectorielles
DPBEP	Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle
EDS	Enquête démographique et de santé
EHCVM	Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages
EPE	Etablissements publics de l'Etat
ENAREF	Ecole nationale des régies financières
END	Ecole nationale des douanes
FBDES	Fonds burkinabè de développement économique et social
GAR	Gestion axée sur les résultats
IAP	Instrument automatisé de prévision

INSD/SCB	Projet de coopération statistique entre l'INSD et statistique Suède
ITIE	Initiative pour la transparence dans les industries Extractives
LBC/FT	Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
LFR	Loi de finances rectificative
LOADDT	la loi d'orientation sur l'aménagement et le développement durable du territoire
LOLF	Loi organique relative aux lois de finances
MATD	Ministère de l'administration territoriale
MATS	Ministère de l'administration du territoire et de la sécurité
MINEFID	Ministère de l'économie, des finances et du développement
MOD	Maitrise d'ouvrage déléguée
ODD	Objectif de développement durable
ONG /AD	Organisation non gouvernemental / Association de développement
ONEF	Observatoire national de l'emploi et de la formation
ORI	Ordre de recette individuel
PAC/TTE	Plans d'actions communautaires sur la traite et le travail des enfants
PADDEL	Programme d'appui au développement des économies locales
PAED	Plan d'action national pour l'efficacité de la coopération au développement
PAGPS	Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques
PANPFTE	Plan d'actions national contre les pires formes de travail des enfants
PAP	Plan d'actions prioritaires
PATECE	Programme d'appui à la transformation de l'économie et à la création d'emploi
PCD	Politique nationale de la coopération au développement
PDF	Plan de déblocage de fonds
PNDES	Plan national de développement économique et social
PEFA	Public expenditure and financial Accountability – Dépenses publiques et responsabilité financière
PGIF	Plan global intégré de formation
PIB	Produit intérieur brut
PIMA	Public investment management assessment tool
PPM	Plan de passation des marchés
PPP	Partenariat public privé
PS	Plan stratégique
PSN	Programme statistique national
PTA	Plan de travail annuel

PTF	Partenaires techniques et financiers
PUS	Programme d'urgence pour le sahel
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitation
SCADD	Stratégie de croissance accélérée et de développement durable
SD-PPP	Stratégie de développement du partenariat public-privé
SFD	Système financier décentralisé
SIGASPE	Système de gestions administrative et salarial du personnel de l'Etat
eSINTAX	Portail de télé-déclaration et de télépaiement des impôts et taxes sur internet
SNADDT	Schéma national d'aménagement et développement durable du territoire
SNLBC/FT	Stratégie nationale de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme
SSN	Système statistique national
SYLVIE	Système de liaison virtuelle pour les opérations d'importations et d'exportations
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine
UV	Unité de vérification
VBG	Violences basées sur le genre

TABLE DE MATIERES

SIGLE ET ABREVIATIONS	3
LISTE DES TABLEAUX.....	7
LISTE DES GRAPHIQUES	7
PREFACE	9
EQUIPE DE PILOTAGE DU MINEFID	10
Introduction	13
PARTIE I Généralités sur le MINEFID	15
I.1 Attributions et organisation du MINEFID	16
I.2 Ressources humaines	19
I.3 Ressources financières	21
PARTIE II Contexte socio-économique et financier du Burkina Faso.....	23
II.1 La croissance économique	24
II.2 L'inflation.....	25
II.3 La situation des finances publiques	25
II.4 La situation de la balance des paiements	27
II.5 La situation monétaire	27
PARTIE III Principales réalisations du MINEFID	29
III.1 Les principales actions réalisées	30
III.2 Les actions phares réalisées avec l'appui des projets et programmes de développement sous tutelle technique du MINEFID	51
PARTIE IV Relations avec les partenaires et usagers	61
IV.1 Les partenaires techniques et financiers.....	62
IV.2 Les ONG et les associations de développement.....	64
IV.3 Le secteur privé	66
IV.4 Les collectivités territoriales	67
IV.5 Les autres ministères et institutions.....	68
PARTIE V Défis et perspectives	69
Conclusion.....	71
ANNEXES	75

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Structure du personnel du MINEFID par sexe en 2017 et 2018	19
Tableau 2 : Evolution du personnel du MINEFID par tranche d'âge de 2017 à 2018	19
Tableau 3: Dotations budgétaires 2017 et 2018 du MINEFID par nature de dépenses en millions de FCFA	21
Tableau 4 : Evolution des dotations budgétaires et exécution budgétaire par type de dépense du MINEFID de 2017 à 2018 en millions de FCFA.....	21
Tableau 5 : Evolution du taux de croissance de la valeur ajoutée par secteur d'activité	24
Tableau 6: Situation des distinctions honorifiques des agents au MINEFID en 2018	47
Tableau 7: Récapitulatif des conventions de financement signées en 2018 en milliards de FCFA.....	64
Tableau 8 : conventions signées au 31 décembre 2018	65
Tableau 9 : Montant des ressources transférées par domaine de compétences.....	67

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Repartition du personnel du MINEFID par catégorie en 2018	20
Graphique 2 : Répartition du personnel du MINEFID par région en 2018	20
Graphique 3: Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles.....	24
Graphique 4 : Evolution des recettes totales et dons ainsi que des dépenses totales et prêts nets de 2017 à 2018 (milliards FCFA)	26
Graphique 5 : Situation de la masse monétaire et ses contreparties en 2017 et 2018 (en milliards de FCFA).....	28
Graphique 6: Performance des régies de recette en 2018 (en milliards de FCFA)	36
Graphique 7 : Répartition des ONG/AD par origine.....	66

PREFACE



Dans une dynamique d'amélioration et de renforcement des actions de communication avec les partenaires techniques et financiers, les acteurs de la société civile et du secteur privé, le Ministère de l'économie, des finances et du développement (MINEFID) élabore chaque année la « Rétrospective » du ministère. Elle permet aux différents acteurs de s'informer sur la performance annuelle du ministère et sa contribution aux priorités gouvernementales.

La rétrospective 2018 présente les résultats clés enregistrés de la mise en œuvre du Plan de travail annuel (PTA) du MINEFID, en matière de pilotage de l'économie, de finances publiques, de gestion du développement et d'aménagement du territoire.

En tant qu'outil de redevabilité, le présent document fait état des principaux résultats atteints en 2018 en lien avec les engagements du MINEFID découlant de la politique du secteur de la gouvernance économique. Il permet une meilleure visibilité des actions entreprises par mon département et contribue au **renforcement** des actions de communication dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES). Son élaboration a suivi une démarche participative à travers l'implication des principales parties prenantes.

Je voudrais féliciter l'ensemble des collaborateurs pour les résultats obtenus et les inviter à redoubler d'ardeur afin que notre département puisse contribuer davantage au développement socioéconomique durable du Burkina Faso. Je félicite également l'équipe de rédaction pour les efforts consentis à la production de cet important outil de communication.

J'adresse mes sincères remerciements et mes encouragements aux partenaires du ministère pour leur accompagnement renouvelé pour la réussite de la mission qui nous est confiée.

**Le Ministre de l'Economie, des Finances
et du Développement**



Lassané KABORE
Chevalier de l'Ordre national



EQUIPE DE PILOTAGE DU MINEFID



Monsieur Lassané KABORE,
Ministre de l'économie, des finances
et du développement



Madame Edith Clémence YAKA,
Ministre délégué auprès du Ministre
de l'économie, des finances et
du développement, chargé du budget



Madame Pauline ZOURE,
Ministre délégué auprès du Ministre de
l'économie, des finances et du développement,
chargé de l'aménagement du territoire



Monsieur Seglaro Abel SOME,
Secrétaire général du ministère de l'économie,
des finances et du développement

Contribuent également au pilotage des actions du ministère :

- un (01) Directeur de Cabinet ;
- neuf (09) Conseillers techniques ;
- trois (03) Chargés de mission ;
- trente (30) Secrétaires permanents, Coordonnateur, Président, Directeurs généraux et centraux ;
- soixante-quinze (75) Directeurs régionaux.

INTRODUCTION

Pour mieux assurer la communication et le dialogue avec les usagers et les Partenaires techniques et financiers, le MINEFID élabore et diffuse chaque année des rapports périodiques pour informer et éclairer sur les actions entreprises et les principaux résultats atteints.

Dans cette même vision, est élaborée chaque année la « Rétrospective » du ministère qui retrace toutes les actions phares menées au cours de l'année écoulée. La production de ce document contribue à l'amélioration de la communication et participe à la visibilité des actions du ministère.

La rétrospective est élaborée sur la base du rapport d'exécution du Plan de travail annuel (PTA) du MINEFID, de la note de cadrage macroéconomique et des données collectées auprès des différentes structures du département.

Elle s'articule autour de cinq (05) parties que sont :

- les généralités sur le MINEFID;
- la situation économique et financière du Burkina Faso ;
- les principales réalisations ;
- les relations avec les usagers et partenaires;
- les défis et perspectives pour l'année 2019.

PARTIE I

GENERALITES SUR LE MINEFID

Le MINEFID est chargé de l'élaboration, de la mise en oeuvre, du suivi et de l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière de pilotage de l'économie, de finances publiques, de gestion du développement et d'aménagement du territoire. La mise en oeuvre de cette mission, au cours de l'année 2018, s'est faite conformément à la lettre de mission assignée au Ministre et a mobilisé 9 269 agents et 112,34 milliards de FCFA.

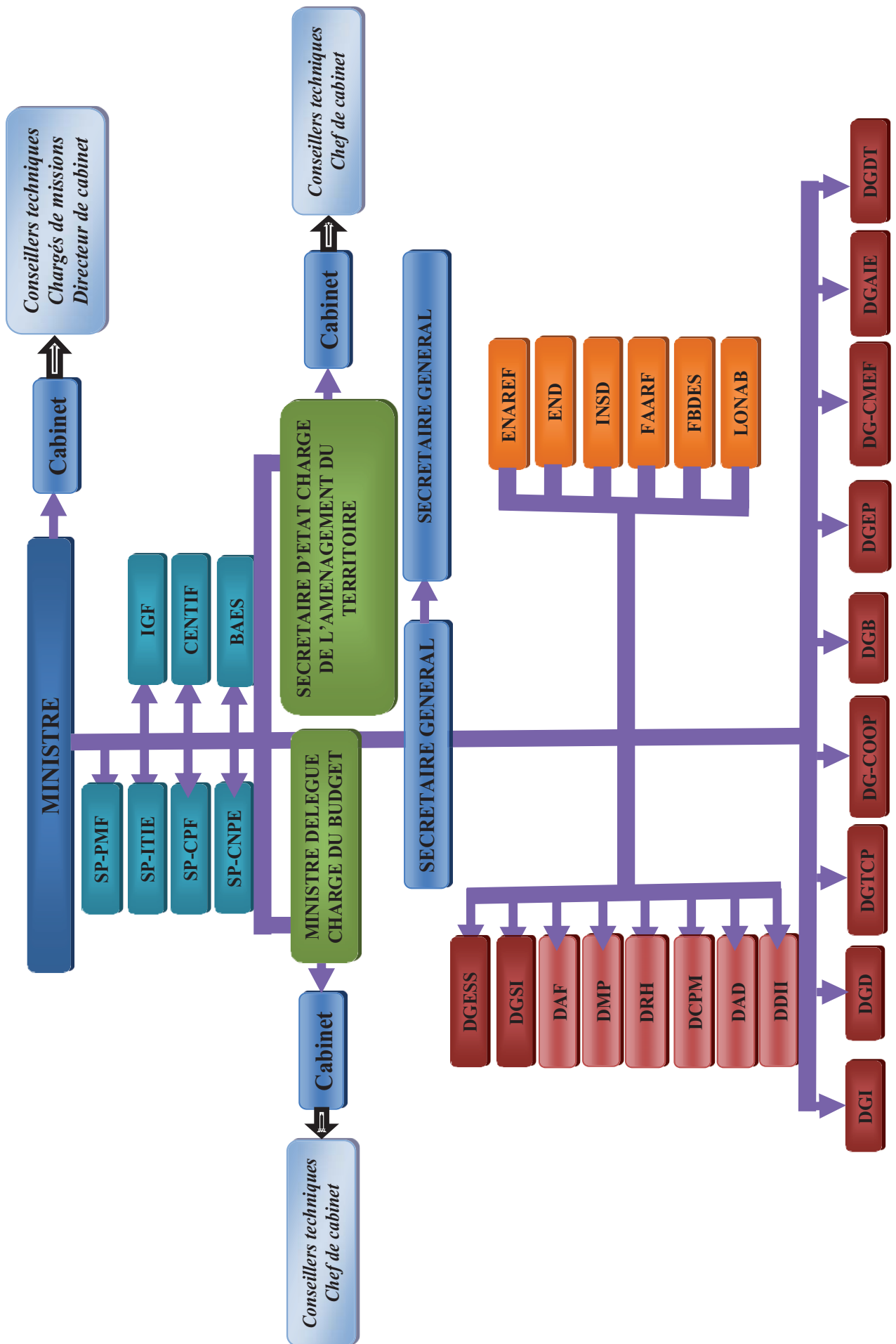
I.1 Attributions et organisation du MINEFID

Le décret n°2016-006/PRES/PM/SGG-CM du 08 février 2016, portant attributions des membres du Gouvernement, dispose en son article 06 que le MINEFID assure l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière de pilotage de l'économie, de finances publiques, de gestion du développement et d'aménagement du territoire.

Le MINEFID joue un rôle transversal dans l'action gouvernementale. A ce titre, il oriente le Gouvernement dans le domaine de la gestion des finances publiques et du développement en proposant des politiques qui favorisent la croissance économique, l'investissement et la création d'emplois.

Dans ce sens, il assure particulièrement la mobilisation et la gestion optimale des ressources publiques, l'accompagnement efficace et efficient dans la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) et la promotion d'une gouvernance économique rigoureuse favorable à l'édification d'une économie ouverte, porteuse de croissance et de développement.

Aux termes du décret N°2016-381/PRES/PM/MINEFID du 20 mai 2016 portant organisation du MINEFID, l'organigramme se présente comme suit :



Dénomination des structures du MINEFID

STRUCTURE	DENOMINATION
BAES	: Bureau d'analyse et des études stratégiques
CENTIF	: Cellule nationale de traitement des informations financières
DAD	: Direction des archives et de la documentation
DAF	: Direction de l'administration et des finances
DCPM	: Direction de la communication et de la presse ministérielle
DDII	: Direction du développement institutionnel et de l'innovation
DGAIE	: Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat
DGB	: Direction générale du budget
DG-CMEF	: Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DG-COOP	: Direction générale de la coopération
DGD	: Direction générale des douanes
DGDT	: Direction générale du développement territorial
DGEP	: Direction générale de l'économie et de la planification
DGESS	: Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGI	: Direction générale des impôts
DGSI	: Direction générale des services informatiques
DGTCP	: Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
DMP	: Direction des marchés publics
DRH	: Direction des ressources humaines
ENAREF	: Ecole nationale des régies financières
END	: Ecole nationale des douanes
FAARF	: Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes
FBDES	: Fonds burkinabè de développement économique et social
IGF	: Inspection générale des finances
INSD	: Institut national de la statistique et de la démographie
LONAB	: Loterie nationale burkinabè
SG	: Secrétariat général
SP-CNPE	: Secrétariat permanent du Comité national de politique économique
SP-CPF	: Secrétariat permanent du comité de politique fiscale
SP-ITIE	: Secrétariat permanent de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives
SP-PMF	: Secrétariat permanent pour la promotion de la micro finance

I.2 Ressources humaines

En fin décembre 2018, le MINEFID comptait 9 269 agents (7 562 hommes et 1 707 femmes) contre 8 538 agents en 2017, soit une hausse de 8,56%.

Tableau 1 : Structure du personnel du MINEFID par sexe en 2017 et 2018

Sexe	2017		2018	
	Effectif	%	Effectif	%
Homme	6 845	80,00	7 562	81,58
Femme	1 693	20,00	1 707	18,42
Ensemble	8 538	100,00	9 269	100,00

Source: DRH/MINEFID

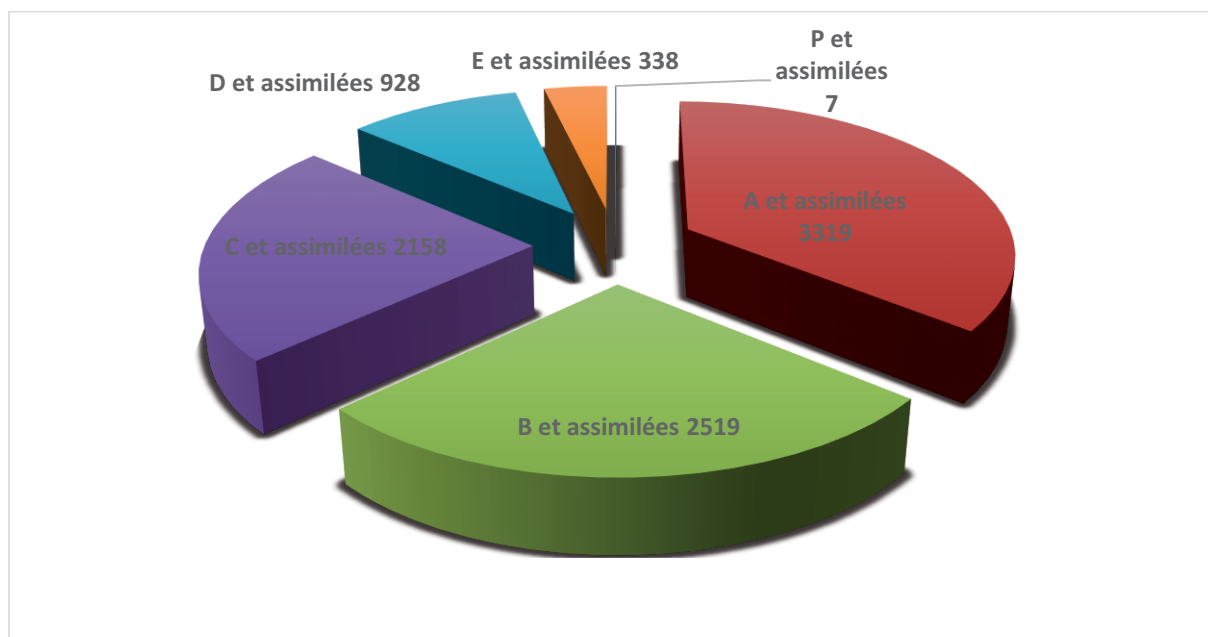
Le personnel du ministère est en majorité jeune avec 56,04% des agents qui ont moins de 40 ans. Il est dominé par les cadres de catégorie « A et assimilées » avec une proportion de 35,81% de l'effectif total. La plus forte concentration du personnel se trouve dans la région du Centre avec 65,88% de l'effectif total.

Tableau 2 : Evolution du personnel du MINEFID par tranche d'âge de 2017 à 2018

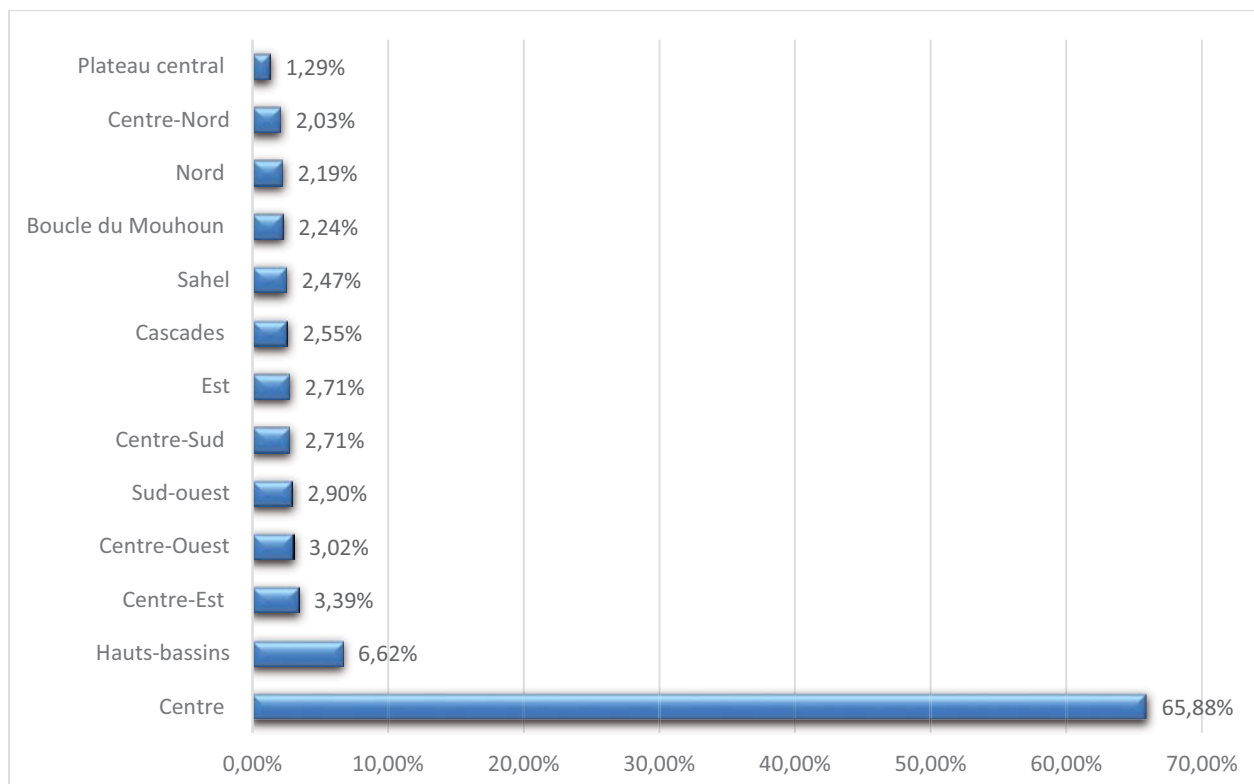
Tranche d'âge	2017	%	2018	%
Moins de 20 ans	0	0,00	0	0,00
20 à 24 ans	173	1,91	96	1,04
25 à 29 ans	8 72	10,01	788	8,50
30 à 39 ans	4146	49,12	4317	46,57
40 à 49 ans	2 122	24,84	2 459	26,53
50 et plus	1 125	14,11	1 609	17,36
Ensemble	8 538	100,00	9 269	100,00

Source: DRH/MINEFID

Graphique 1 : Répartition du personnel du MINEFID par catégorie en 2018



Graphique 2 : Répartition du personnel du MINEFID par région en 2018



I.3 Ressources financières

Les dotations budgétaires en crédit de paiement en 2018 du MINEFID s'élevaient à 177,86 milliards de FCFA. Elles ont connu une augmentation par rapport à celles de 2017 qui étaient de 113,51 milliards de FCFA soit une hausse de 56,7%.

Tableau 3 : Dotations budgétaires 2017 et 2018 du MINEFID par nature de dépenses en millions de FCFA

Nature de dépenses	2017	2018
Dépenses courantes	85 275,22	109 892,35
Dépenses de personnel	28 279,64	28 157,42
Dépenses d'acquisition de biens et services	45 119,58	60 235,76
Dépense de transfert courant	11 876,00	21 499,18
Dépenses en capital¹	28 231,20	67 973,61
Ressources propre	26 165,13	61 741,53
Subventions	2 066,07	4 524,23
Prêts	0,00	1 707,85
Dotations totales	113 506,42	177 865,96

Sources : DGB ; DAF/MINEFID

En 2018, le niveau d'exécution des dépenses s'est élevé à 112,34 milliards de FCFA sur une prévision de 177,86 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 63,16%. Les ressources ont été utilisées principalement pour la mise en œuvre du budget programme et l'équipement des structures.

Tableau 4 : Evolution des dotations budgétaires et exécution budgétaire par type de dépense du MINEFID de 2017 à 2018 en millions de FCFA

Intitulés	Année					
	2017			2018		
	Dotation	Exécution	%	Dotation	Exécution	%
Dépenses courantes	85 275,22	84 622,16	99,23	109 892,35	98 534,04	89,66
...Personnel	28 279,64	28 276,68	99,99	28 157,42	24 597,27	87,36
...Fonctionnement	45 119,58	44 781,27	99,25	60 235,76	59 343,26	98,52
...Transfert courant	11 876,00	11 564,21	97,37	21 499,18	17 593,51	81,83
Dépenses en capital	28 231,20	25 060,63	82,42	67 973,61	13 810,56	20,32
...Ressources propres	26 165,13	24 933,98	95,29	61 741,53	11 994,37	19,43
...Subventions	2 066,07	126,66	6,13	4 524,23	108,34	2,39
...Prêts	0,00	0,00	0,00	1 707,85	1 707,85	100
Total	113 506,42	109 682,79	96,63	177 865,97	112 344,60	63,16

Source : DAF / MINEFID

¹ Les dépenses en capital équivalent aux investissements exécutés par le MINEFID.

PARTIE II

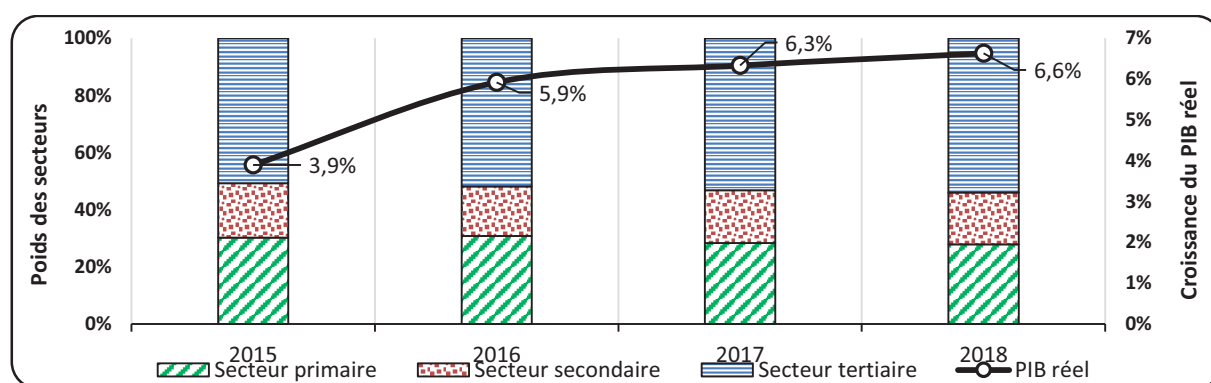
CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE ET FINANCIER DU BURKINA FASO

L'activité économique au niveau national a évolué dans un contexte international qui a connu un ralentissement en 2018 par rapport à 2017. En effet, la croissance mondiale, qui a atteint le pic de 3,8% en 2017 après 3,4% en 2016, a baissé à 3,6 % en 2018. Ce ralentissement de l'activité internationale est dû à la conjonction de facteurs tels que l'escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, les tensions macroéconomiques en Argentine et en Turquie, les perturbations du secteur automobile en Allemagne, le durcissement de la politique du crédit en Chine et le resserrement des conditions financières. En dépit de cette conjoncture internationale, l'économie nationale a enregistré une bonne orientation de son niveau d'activité.

II.1 La croissance économique

Au Burkina Faso, l'activité économique s'est déroulée dans un contexte marqué par une campagne agricole assez favorable, une situation sécuritaire difficile et une poursuite des revendications sociales. Malgré les situations sécuritaire et sociale, l'économie nationale a connu une bonne orientation en 2018.

Graphique 3: Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles



Source : note technique du premier cadrage 2019 DGEP

Tableau 5 : Evolution du taux de croissance de la valeur ajoutée par secteur d'activité

Rubriques	2017	2018
Secteur primaire	-3%	7%
Secteur secondaire	8,3%	6,6%
Secteur tertiaire	8,8%	6,1%
PIB	6,3%	6,6%

Source : DGEP/MINEFID, à partir des données de l'LAP,

L'activité économique a enregistré une accélération de son rythme de croissance en 2018. En effet, le PIB réel est ressorti à 5 256,9 milliards de FCFA en 2018 avec un taux de croissance de 6,6% contre 6,3% en 2017. Ce dynamisme de l'activité économique a été soutenu principalement par le secteur primaire.

S'agissant des emplois, la croissance du PIB réel en 2018 a été portée par la consommation finale (+6,6 points de pourcentage) et l'investissement (+3,6 points de pourcentage). Les échanges extérieurs ont contribué négativement (-3,6 points de pourcentage) à la croissance.

II-2 L'inflation

En 2018, le niveau général des prix à la consommation a été contenu dans la norme communautaire de 3% maximum et s'est situé à +2,0%. Cette maîtrise de l'inflation s'expliquerait par la bonne tenue de la campagne agricole 2018/2019 et la poursuite des mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère (la vente des céréales à prix social dans les zones déficitaires, le contrôle des prix des produits de grande consommation, l'ouverture de points de ventes de céréales à prix subventionnés).

II-3 La situation des finances publiques

Les finances publiques en 2018 ont fait preuve d'une résilience notamment en matière de mobilisation de ressources, en dépit du contexte économique relativement difficile, de la persistance des mouvements sociaux et de la précarité sécuritaire.

Les recettes totales et dons ont été mobilisés à hauteur de 1 745,9 milliards de FCFA à fin décembre 2018 contre 1 583,6 milliards de FCFA en 2017, soit un accroissement de 10,2%. Cette progression est due à la hausse des recettes propres (+141,5 milliards de FCFA) et aux dons (+ 20,8 milliards de FCFA).

Les recettes propres ont augmenté de 10,2% par rapport à 2017 pour s'établir à 1 530,8 milliards de FCFA en 2018. Ce niveau de mobilisation, qui représente 103,9% des prévisions annuelles (1 473,7 milliards de FCFA) de la dernière Loi de finances rectificative de 2018, est lié à la bonne performance enregistrée à la fois au niveau des recettes fiscales et des recettes non fiscales. En outre, la contribution du secteur minier au budget de l'Etat a connu une amélioration en s'affichant à 237,4 milliards de FCFA en 2018 contre 213,3 milliards de FCFA en 2017, soit une augmentation de 11,3%.

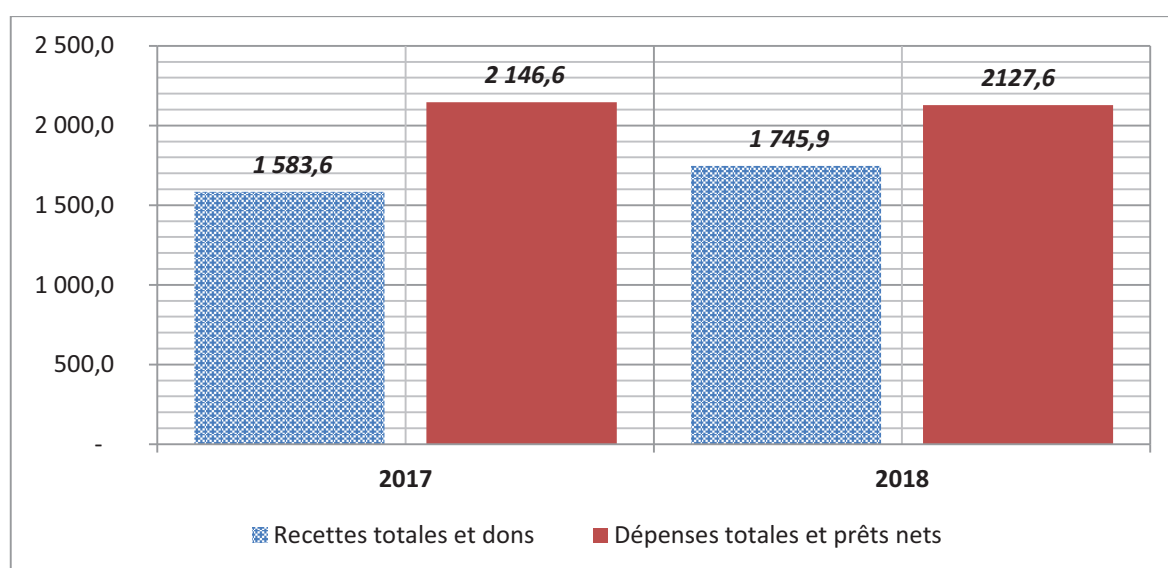
En ce qui concerne les dons, ils ont été mobilisés à hauteur de 215,1 milliards de FCFA en 2018 contre 194,3 milliards de FCFA en 2017, soit un accroissement de 10,7%. Cet accroissement est dû à la hausse des dons programmes (+18,3 milliards de FCFA) et des dons projets (+2,4 milliards de FCFA)

En 2018, les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 2 127,6 milliards de FCFA contre 2 146,6 milliards de FCFA en 2017, soit une contraction de 18,9 milliards de FCFA (-0,9%). Cette baisse s'explique essentiellement par la diminution des dépenses en capital (-77 milliards de FCFA).

S'agissant des dépenses courantes, en hausse de 4,9% par rapport à 2017, elles ont été exécutées à hauteur de 1 383,4 milliards de FCFA en 2018. Cette augmentation s'explique essentiellement par celle des dépenses de personnel et des intérêts de la dette.

Quant aux dépenses en capital, elles ont été exécutées à hauteur de 754,3 milliards de FCFA, dont 447 milliards de FCFA des investissements financés sur ressources propres et 225,2 milliards de FCFA des investissements financés sur ressources extérieures. Les dépenses de transferts en capital et restructuration se sont établies à 82,1 milliards de FCFA. L'importance relative de ce poste s'explique par la création de la Banque agricole du Burkina Faso et les transferts au profit de la Société nationale burkinabè des hydrocarbures (SONABHY).

Graphique 4 : Evolution des recettes totales et dons ainsi que des dépenses totales et prêts nets de 2017 à 2018 (milliards FCFA)



L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit en 2018. Le déficit global base engagement s'est établi à 381,7 milliards de FCFA en 2018 contre un déficit de 563,0 milliards de FCFA une année plus tôt. En pourcentage du PIB, il s'est situé à 4,9% en 2018 contre 7,9% en 2017.

L'encours de la dette publique s'est situé à 3 366,0 milliards de FCFA au 31 décembre 2018 contre 2 767,2 milliards de FCFA au 31 décembre 2017, soit une hausse de 21,6% imputable aussi bien à sa composante intérieure que celle extérieure. En effet, à fin décembre 2018, l'encours de la dette intérieure a augmenté de 432,2 milliards de FCFA (+42,2%) et l'encours de la dette extérieure a connu une hausse de 166,6 milliards de FCFA (+9,6%).

La structure de l'encours total de la dette publique présente une prédominance de la dette extérieure avec une proportion de 56,7% à fin décembre 2018 contre 63,0% à fin décembre 2017. La composante extérieure provient essentiellement de créanciers multilatéraux dont la part est de 87,2%. Celle intérieure est constituée de 86,1% de

titres publics. Au cours de l'année 2018, le montant global des émissions de titres publics (bons et obligations du Trésor) s'est élevé à 704,7 milliards de FCFA.

S'agissant du service de la dette publique, il s'est chiffré à 256,0 milliards de FCFA en 2018 dont 78,1 milliards de FCFA pour la dette extérieure et 177,9 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure. Comparativement à 2017 où son montant était évalué à 229,2 milliards de FCFA, le service de la dette publique s'est accru de 11,7% en 2018. Le ratio « service de la dette sur recettes budgétaires » se situe à 17,4% en 2018 pour un seuil maximum de 18,0%.

II-4 La situation de la balance des paiements

Les transactions économiques avec l'extérieur ont été influencées en 2018 par la baisse du cours du dollar des Etats Unis d'Amérique, la remontée des prix mondiaux des produits pétroliers et la hausse des cours de l'or et du coton. Dans ce contexte, les échanges avec le reste du monde se sont traduits par un excédent du solde global de la balance des paiements. Parallèlement, l'excédent du compte de capital s'est amélioré tandis que les entrées nettes de flux financiers se sont réduites. En somme, les échanges avec l'extérieur se sont soldés de nouveau par un excédent de 85,5 milliards de FCFA en 2018 après celui de 246,7 milliards de FCFA enregistré en 2017.

II-5 La situation monétaire

L'évolution de la situation monétaire a été marquée par un accroissement de la masse monétaire de 348,4 milliards de FCFA (+10,3%), entre 2017 et 2018. Cela s'explique par une progression des Actifs extérieurs nets (AEN) de 113,4 milliards de FCFA (+8,5%), des créances intérieures de 287,7 milliards de FCFA (+11,8%) et des passifs à caractère non monétaire de 58,7 milliards de FCFA (+10,3%).

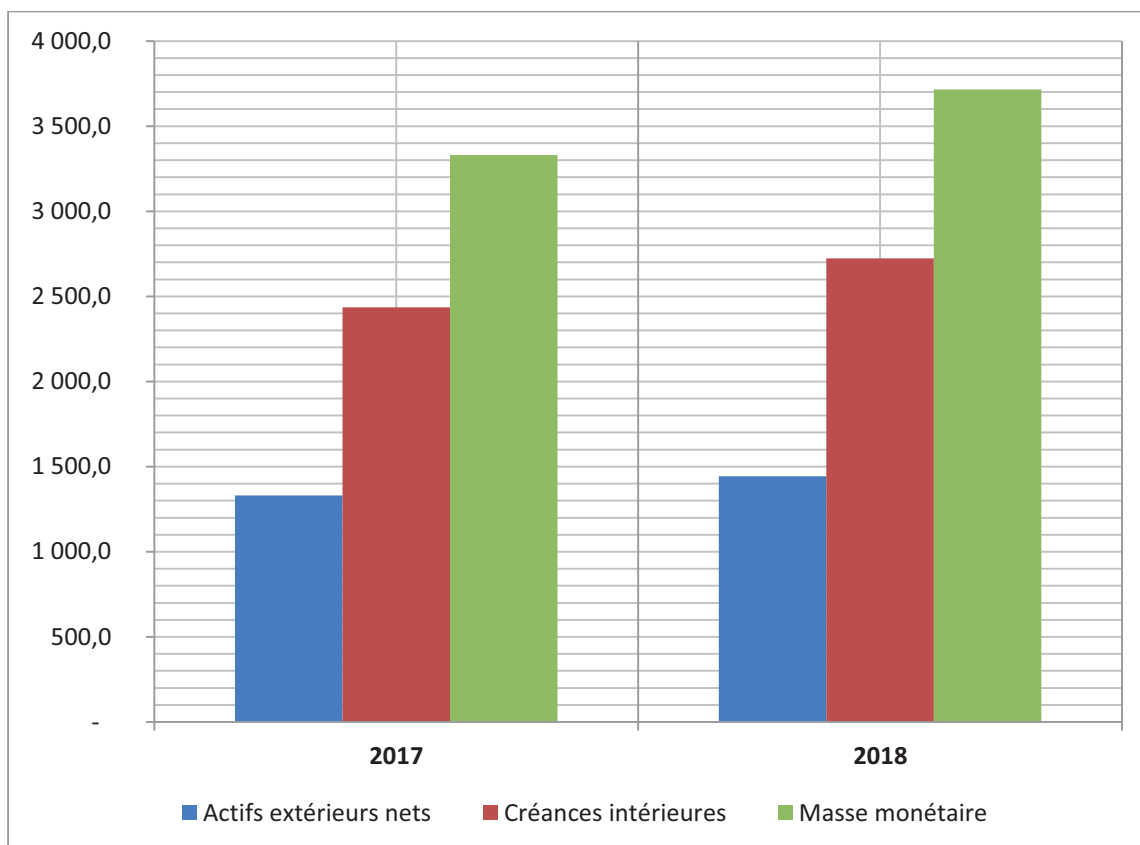
Les AEN des Institutions monétaires sont ressortis à 1 443,5 milliards de FCFA à fin décembre 2018, en hausse de 8,5% par rapport à fin décembre 2017. Cette évolution est exclusivement imprimée par la Banque Centrale dont les AEN se sont améliorés de 311,5 milliards de FCFA, ceux des Autres institutions de dépôts (AID) enregistrant un reflux de 198,1 milliards de FCFA.

Les créances intérieures sont ressorties à 2 724,0 milliards de FCFA à fin décembre 2018 contre 2 436,3 milliards de FCFA à fin décembre 2017, soit une augmentation de 11,8%. Cet accroissement est imputable à un afflux des créances sur l'économie de 294,4 milliards de FCFA (+12,4%), les Créances Nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale (CN-AC) s'étant contractées de 6,7 milliards de FCFA (-10,2%) au cours de la même période.

Les créances sur l'économie sont passées de 2 370,2 milliards de FCFA à fin décembre 2017 à 2 664,7 milliards de FCFA à fin décembre 2018, augmentant ainsi de 12,4%. Cette progression a été imprimée par les crédits bancaires aux sociétés non-financières publiques (+162,0 milliards de FCFA) et au secteur privé (+145,4 milliards de FCFA).

Quant à la masse monétaire, elle est ressortie à 3 715,1 milliards de FCFA à fin décembre 2018, en progression de 384,4 milliards de FCFA (+10,3%) par rapport à 2017. Cet accroissement est observé tant au niveau des dépôts (+216,4 milliards de FCFA) qu'au niveau de la circulation fiduciaire (+132,0 milliards de FCFA).

Graphique 5 : Situation de la masse monétaire et ses contreparties en 2017 et 2018 (en milliards de FCFA)



PARTIE III
PRINCIPALES REALISATIONS
DU MINEFID

A decorative graphic consisting of a yellow rectangular area at the top containing the text. Below this, there are several overlapping, angular shapes in various shades of teal and light blue, creating a dynamic, layered effect.

III.1 Les principales actions réalisées

Les principales réalisations sont présentées suivant les cinq (05) programmes du Plan d'actions du MINEFID.

a. Au niveau du programme « Pilotage de l'économie et du développement »

Les actions majeures réalisées ont concerné : (i) la prévision macroéconomique et la planification du développement, (ii) la gestion de l'information économique, financière et sociale, (iii) l'aménagement et le développement durable du territoire, (iv) la promotion des pôles de croissance et de compétitivité, (v) la gestion de la coopération économique, financière et des réformes communautaires, (vi) la promotion de l'inclusion financière et (vii) la déconcentration et l'appui à la décentralisation - volet planification.

❖ La prévision macroéconomique et la planification du développement

Au titre de cette action, les réalisations majeures sont les suivantes :

- l'adoption de la loi N°034-2018/AN sur le pilotage et la gestion du développement le 27 juillet 2018. Cette loi a pour objet d'asseoir une architecture cohérente du système national de planification en vue d'assurer un meilleur impact de la mise en œuvre des politiques publiques ;
- l'élaboration de treize (13) politiques sectorielles ;
- l'élaboration de vingt-et-un (21) plans d'actions ministériels et leur mise en cohérence avec les politiques sectorielles concernées;
- la sélection et le financement de cinquante (50) startups d'un montant de 1,9 milliard de francs CFA intervenant dans les domaines de l'agriculture, l'agroalimentaire, des banque/assurance/finance, l'élevage, l'énergie, l'industrie, la santé, l'immobilier, le textile, la mode et l'habillement, des TIC, l'auto et moto, l'éducation et la formation.



Lancement Startups

lancement Startups

Remise officielle d'attestations d'admission au Programme «Burkina Startups»

❖ **Gestion de l'information économique, financière et sociale**

Les principaux résultats de cette action sont relatifs à la réalisation de la cartographie sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones à risque (LOROUM, KAIN, SOUM et OUDALAN) et au recensement pilote dans le cadre du 5^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH).

❖ **Aménagement et développement durable du territoire**

La réalisation majeure de cette action a consisté en l'élaboration et l'adoption le 28 mai 2018 de la loi d'orientation n°024-2018/AN sur l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADDT). Cette loi vise à assurer l'efficacité économique et la protection de l'environnement dans le respect des politiques communautaires d'aménagement du territoire.



Atelier national d'examen et de validation du texte de loi sur l'aménagement et le développement durable du territoire

❖ Promotion des pôles de croissance et de compétitivité

Les principales réalisations de cette action se rapportent à :

- l'élaboration d'une Stratégie nationale de promotion des pôles de croissance



Remise officielle d'attestations d'admission au Programme «Burkina Startups»

- la mise en œuvre du projet « pôle de croissance de Bagré » qui a permis d'atteindre 26 587 bénéficiaires directs dont 36% de femmes, de créer 256 unités économiques avec environ 12 milliards de francs CFA d'investissement privés et de créer plus de 25 000 emplois.



Participants à l'atelier de validation de la stratégie nationale de promotion des pôles de croissance

- la réalisation de l'étude de préféabilité des agropoles du Sourou et de Samandeni, de l'étude de formulation du Projet d'appui à la promotion des pôles de croissance et des systèmes productifs régionaux au Burkina Faso ainsi que la finalisation des études complémentaires du Pôle de croissance du Sahel dans le cadre du développement de nouveaux pôles de croissance.

❖ Gestion de la coopération économique, financière et des réformes communautaires

Cette action a été marquée principalement par les réalisations suivantes :

- la production des rapports sur la situation économique et financière et les programmes pluriannuels de convergence du Burkina Faso au titre de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- la tenue le 4 mai de la 10^{ème} Commission de partenariat entre le Burkina Faso et le Luxembourg;
- la tenue de la revue de la Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI du 18 au 30 octobre 2018 ;
- la tenue de la 2^{ème} Commission bilatérale de coopération entre le Burkina Faso et la Principauté de Monaco ;
- la reprise du programme de coopération 2018-2022 avec le Royaume de Belgique par la signature de convention de prêts et de dons;



Signature d'un accord de prêt dans le cadre du Projet de réalisation de 27 systèmes d'adduction d'eau potable dans la région du Centre-Est



Dons du Royaume de Belgique de 29 milliards de F CFA



- la signature de l'Accord-cadre de coopération globale avec la République Populaire de Chine ;
- la participation du Burkina Faso aux rencontres du printemps et aux Assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale tenues respectivement du 20 au 22 avril 2018 et du 13 au 16 octobre 2018 ainsi qu'à la réunion de la zone franc tenue du 12 au 13 avril 2018 ;
- la tenue les 28 et 29 juin 2018 des Journées nationales de concertation (JNC) entre le Gouvernement et les Organisations non gouvernementales/Associations de développement (ONG/AD);



*Sixième édition des journées nationales de concertation
Etat-ONG et Associations de développement*

❖ Promotion de l'inclusion financière

La promotion de l'inclusion financière a été principalement marquée par l'élaboration et la validation de la Stratégie nationale de la finance inclusive et son Plan d'actions par la Commission nationale de planification du développement (CNPD).



Atelier de présentation du projet de stratégie nationale de la finance inclusive

❖ Déconcentration et appui à la décentralisation - volet planification

A ce niveau les principales réalisations sont :

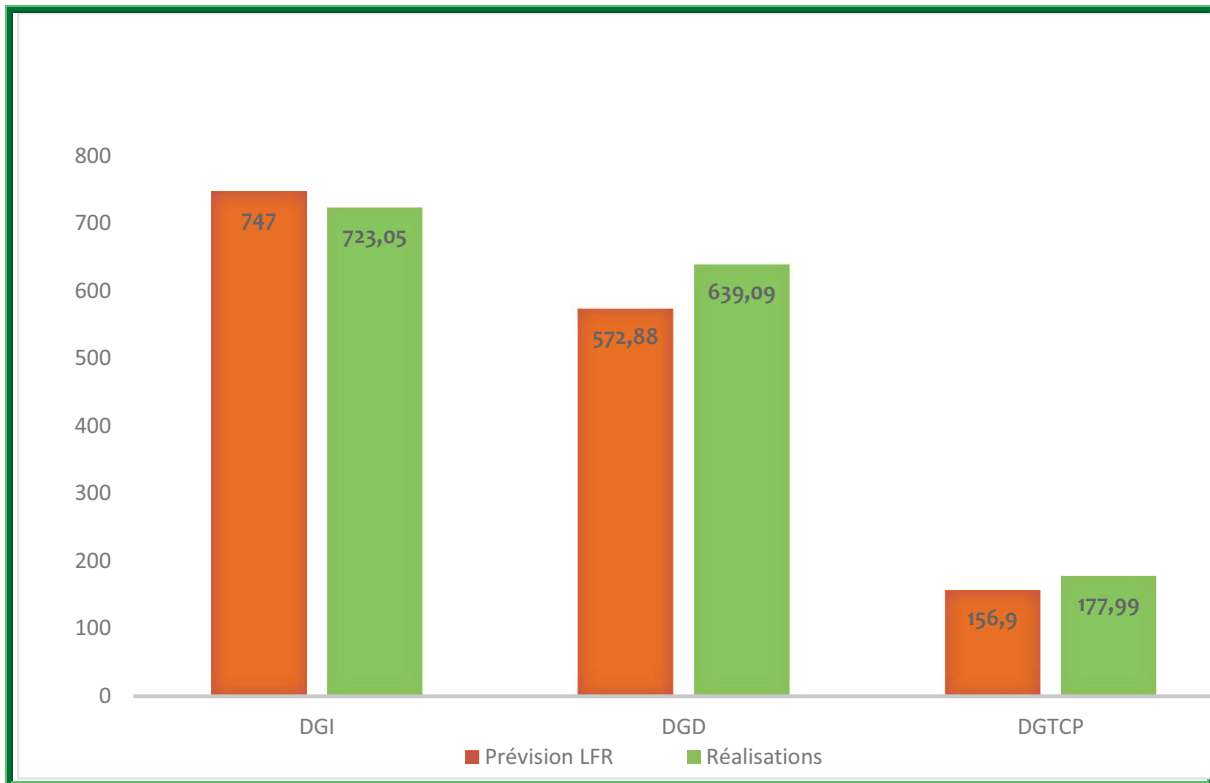
- l'élaboration et l'édition des documents de profil socio-économique des régions ;
- les transferts des ressources financières au profit des Collectivités territoriales s'élèvent à **84,49 milliards FCFA**.

b. Au niveau du programme « Mobilisation et gestion des ressources budgétaires »

Les actions de mobilisation ont porté tant sur les ressources internes que sur les ressources externes.

❖ Les ressources internes

L'ensemble des ressources intérieures mobilisées au profit du budget de l'Etat en 2018 s'élève à **1 540,13 milliards de FCFA** sur une prévision annuelle révisée de **1 476,81 milliards de FCFA**, soit un taux de mobilisation de 104,3%. Par rapport à l'année 2017 on note une progression de 10,2% (+142,5 milliards de FCFA).

Graphique 6: Performance des régies de recette en 2018 (en milliards de FCFA)

Les performances réalisées dans la mobilisation des recettes propres peuvent s'expliquer, entre autres, par :

- l'opérationnalisation de la facture normalisée au niveau des contribuables du réel normal sur toute l'étendue du territoire ;
- le développement et la mise en ligne d'une plateforme de télé-procédure dénommée eSINTAX le 26 mars 2018 ;



*Passage du Directeur général des Impôts sur la 3TV
autour de la télé procédure*

- le développement, la mise en ligne et l'interfaçage du télépaiement avec e-SINTAX le 30 juin 2018 ;
- l'interconnexion du système informatique douanier du Burkina Faso à celui du Togo depuis mars 2018 ;



Lancement du projet d'interconnexion des systèmes informatiques douaniers du TOGO et du BURKINA FASO

- s'agissant des recettes minières, elles sont passées de 223,45 milliards FCFA en 2017 à 253,40 milliards FCFA en 2018, soit une progression de 13,40%.

❖ La mobilisation des ressources extérieures

En 2018, le MINEFID a poursuivi et renforcé ses efforts de mobilisations de ressources extérieures qui ont permis le décaissement de 337,14 milliards de FCFA pour le financement des actions de développement, soit 202,25 milliards de FCFA au titre des appuis projets et 134,89 milliards de FCFA au titre des appuis budgétaires.

c. Au niveau du programme « Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers »

Les principales actions réalisées dans ce programme ont porté sur (i) la programmation budgétaire, (ii) l'exécution des dépenses, (iii) la gestion du patrimoine de l'Etat, (iv) la tenue de la comptabilité publique et (v) l'exercice de la tutelle.

❖ La programmation budgétaire

- l'adoption du Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2019-2021 par le Conseil des Ministres le 02 mai 2018 ;
- la réalisation de campagnes de communication sur le budget citoyen 2018 dans les treize (13) régions administratives ;
- la réalisation de la revue de la mise en œuvre de la LOLF avant le basculement complet dans le budget programme;
- le déclassement des Dépenses communes interministérielles (DCIM) de la plupart des dépenses affectées aux ministères ;
- l'adoption de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'État, exercice 2019, par l'Assemblée Nationale le 18 décembre 2018.



Adoption du budget de l'Etat, exercice 2019 par le parlement lors de la séance plénière du mardi 18 décembre 2018

❖ Exécution des dépenses

En matière d'exécution des dépenses, les réalisations ont concerné notamment :

- la tenue régulière des sessions mensuelles du Comité du suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie (CSEBT) ;
- la mise en conformité du manuel de procédures de la DG-CMEF avec le nouveau cadre harmonisé des finances publiques ;
- l'extension des sections solde à tous les ministères et institutions ;
- l'implémentation des menus d'élaboration des certificats de cessation de paiement (CCP) et la déconcentration des CCP et des Ordres de recettes individuels (ORI) dans le Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat (SIGASPE) afin de faciliter la gestion salariale des agents publics de l'Etat ;
- la mise à jour de la mercuriale des prix 2018.

❖ La gestion du patrimoine de l'Etat

Les principaux résultats ont porté sur :

- la réhabilitation et la réception de 139 bâtiments à Gaoua et Manga ;
- la réalisation de la cartographie dans les zones de concentration administrative de Ouagadougou ;

- une prise de participation d'un montant de 1,5 milliard de FCFA a été réalisée au sein de la Banque agricole du Faso (BADF),
- l'accord d'un prêt participatif de 2 milliards de FCFA au profit de Air Burkina ;
- l'approbation d'un montant total de 285 millions de FCFA par le Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES) au profit de deux (02) entreprises (CARPE DIEM pour 35 millions de FCFA et SAPHIR SA pour 250 millions de FCFA).

❖ Tenue de la comptabilité publique

Les principaux résultats atteints sont :

- la production de 202 comptes de gestion sur 205 mis en état d'examen et transmis à la Cour des comptes ;
- la production de quatre-vingt-quatre (84) états de rapprochement par les comptables des structures déconcentrées et les comptables principaux de l'Etat ;
- la production et la transmission dans les délais de 106 comptes de gestion de communes et onze (11) comptes de gestion de régions ;
- la tenue de deux (02) sessions du comité de pilotage sur l'assainissement des comptes, en avril et en septembre.

❖ Exercice de la tutelle

Au titre de l'exercice de la tutelle, les principales réalisations sont :

- la réalisation de vingt-sept (27) missions de contrôle des Systèmes financiers décentralisés (SFD) ;
- l'évaluation de vingt-et-un (21) SFD en difficultés ;
- la réalisation de quarante (40) missions de contrôle sur les sociétés et intermédiaires d'assurance ;
- la tenue de l'Assemblée générale des établissements publics de l'Etat (EPE) les 18 et 19 octobre 2018 sous le thème « quelle contribution des EPE pour la mise en œuvre du budget programme ? » ;



Assemblée générale des établissements publics de l'Etat

d. Au niveau du programme « Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat »

Les actions entreprises dans ce programme sont relatives (i) au contrôle, l'audit et lutte contre la fraude, le faux et la corruption, (ii) à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, (iii) à la prévention et la gestion du contentieux de l'Etat.

❖ Contrôle, audit et lutte contre la fraude, le faux et la corruption

Pour ce qui est de cette action les résultats majeurs atteints sont :

- le contrôle physique de 411 marchés de plus de **20 millions de FCFA** sur une prévision de 300 ;
- l'audit de 351 marchés publics pour une cible annuelle de 200 ;
- la vérification de 347 régies de recettes sur 408 programmées ;
- le contrôle de caisse et d'exécution de service de cinquante-quatre (54) offices de la DGD sur soixante-deux (62) ;
- la réalisation de six (06) missions de sensibilisation des Comités anticorruption (CAC) dans les villes de Koudougou, Dédougou, Bobo-Dioulasso, Ziniaré, Kaya et Dori ;
- la réalisation de l'étude sur l'efficacité des CAC qui a permis de mettre en évidence les forces et les faiblesses et de proposer une stratégie de dynamisation ;
- la réalisation de vingt-neuf (29) missions d'audits et de contrôles, sur une cible annuelle de quarante (40), auprès de quatorze (14) EPE, de quatorze (14) Collectivités territoriales et d'un (01) fonds ;
- la réalisation de treize (13) missions d'investigation sur saisine sur une cible annuelle de dix (10) ;
- la réalisation d'une campagne de contrôle sanction de l'utilisation de la facture normalisée et la notification d'amendes aux contrevenants pour un montant de 703,6 millions de FCFA.

❖ Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, les principales réalisations sont :

- la validation du rapport de l'évaluation nationale des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme et son plan d'actions du 22 au 23 mai 2018 ainsi que la tenue d'ateliers de partage du contenu du rapport aux structures les plus exposées à ces risques ;
- l'évaluation mutuelle par les pairs du dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.



Restitution des conclusions préliminaires de l'équipe d'évaluation mutuelle par les pairs en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme le 07 août 2018

❖ Prévention et gestion du contentieux de l'Etat

Les principales réalisations effectuées à ce niveau sont :

- la participation de l'Agence judiciaire du trésor (AJT) à 369 audiences avec un pourcentage des décisions favorables à l'Etat qui s'établit à 72,51%;
- le paiement de 55,95 millions de FCFA au titre des transactions code de la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (CIMA) ;
- le paiement de 143,95 millions de FCFA au titre des protocoles et des transactions hors CIMA.

e. Au niveau du programme « Pilotage et soutien aux services du ministère »

Les principales réalisations obtenues dans la mise en œuvre de ce programme se déclinent suivant les actions ci-après : (i) coordination des actions du ministère, (ii) planification, suivi-évaluation et statistiques sectorielles, (iii) gestion des ressources humaines, (iv) gestion des systèmes d'information, (v) gestion de la communication et (vi) formation technique et professionnelle :

❖ La coordination des actions du ministère

Dans le cadre de la coordination des actions du ministère :

- deux (02) sessions du Conseil d'administration du secteur ministériel (CASEM) de l'économie, des finances et du développement ont été tenues respectivement le 30 avril et le 3 décembre 2018 sous les thèmes « innovation et productivité : quelles mesures pour accroître les performances du MINEFID » et « Les financements innovants comme alternatives au financement des politiques de développement ».



Première session du CASEM de l'année 2018



Deuxième session du CASEM de l'année 2018

- deux sessions du Comité de pilotage du Cadre sectoriel de dialogue « Gouvernance économique » ont été tenues respectivement le 28 février et le 31 juillet 2018. Au cours de la première revue, un point a été fait sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation de la performance des investissements publics (PIMA).



Première session ordinaire 2018 du Cadre sectoriel de dialogue



Deuxième session ordinaire 2018 du Cadre sectoriel de dialogue

- cinq (05) sessions de la Commission permanente de concertation (CPC) ont été tenues respectivement le 22 janvier, le 29 mars, le 16 avril, le 22 août et le 17 octobre 2018. Les sujets abordés ont porté sur :
- l'examen du rapport d'activités 2017 et du programme de travail annuel 2018 du MINEFID et le point sur l'organisation du RGPH ;
 - la nouvelle réglementation des projets et programmes de développement et les télé-procédures fiscales ;
 - la stratégie d'optimisation du parc automobile de l'Etat ;
 - la présentation de la stratégie nationale de finance inclusive et de l'étude de préfaisabilité sur le financement participatif ;
 - la validation du projet de plan d'actions 2018-2020 du MINEFID.



Session ordinaire de la commission permanente de concertation du 22 janvier 2018

- deux (02) revues des projets et programmes sous tutelle technique du MINEFID ont été tenues respectivement le 07 mars et le 07 août 2018. Ces revues ont permis d'échanger sur la problématique de la nouvelle réglementation des projets et programmes et de présenter le référentiel de pondération des tâches des Plans de travail et de budget annuel (PTBA) des projets et programmes de développement.



Première revue 2018 des projets et programmes sous tutelle technique du MINEFID



Deuxième revue 2018 des projets et programmes sous tutelle technique du MINEFID

La tenue de ces instances de pilotage a permis de faire de façon globale, la programmation et le bilan de la mise en œuvre des principales mesures et actions relevant du MINEFID et d'apprécier leur niveau de performance.

❖ **La planification, le suivi-évaluation et les statistiques sectorielles**

L'adoption de la Politique du secteur de la gouvernance économique le 14 février 2018 en Conseil des Ministres et l'adoption du Plan d'actions 2018-2020 du MINEFID le 17 octobre 2018 en CPC sont les principales réalisations de cette action.

❖ **La gestion des ressources humaines**

En matière de gestion des ressources humaines :

- 1 612 agents ont pu bénéficier de formation sur un total de 1 300 prévus dans le cadre de la mise en œuvre du Plan global intégré de formation (PGIF). Les thématiques abordées ont porté sur le régime disciplinaire et contentieux de la fonction publique, l'organisation et le management d'une équipe de travail, l'analyse économique et financière des projets Partenariat Publics Privés (PPP), les marchés publics, l'examen, l'analyse et l'arbitrage des Plan de déblocage de fonds (PDF) et le Plan de passation des marchés (PPM) ;
- Soixante-cinq (65) agents du MINEFID dont 32 femmes ont été formés sur l'élaboration d'outils de programmation genre sensible;



Session de formation des formateurs des structures sur l'élaboration d'outils de programmation d'activités sur le genre sensible

- vingt-cinq (25) agents du MINEFID ont été formés sur l'élaboration d'outils de programmation sensible à l'environnement ;



Session de formation des points focaux de la cellule environnementale sur l'élaboration d'outil de programmation sensible à l'environnement

- vingt-cinq (25) agents dont 06 femmes du MINEFID ont été formés sur la planification stratégique et le guide d'élaboration des Plans stratégiques du 08 au 10 octobre 2018;
- 190 agents du MINEFID ont été distingués dans les différents ordres.

Tableau 6: Situation des distinctions honorifiques des agents au MINEFID en 2018

Distinction honorifique	Homme	Femme	Effectifs
Ordre de l'Étalon	11	03	14
Ordre du Mérite burkinabè	13	09	22
Ordre du mérite de l'Economie et des Finances	89	31	120
Médaille d'honneur des Douanes	32	02	34
Total	145	45	190

Source : DRH/MINEFID



Cérémonie de décoration des agents du MINEFID

❖ La gestion des systèmes d'information

La gestion des systèmes d'information a été matérialisée essentiellement par :

- la prise en compte de la nouvelle Nomenclature des pièces justificatives (NPJ) dans le CID et le SIGASPE ;
- l'implémentation de la nouvelle immatriculation des marchés publics dans le CID.

❖ La gestion de la communication

Les principales réalisations ont concerné :

- la réalisation d'un film documentaire de cinquante-deux (52) minutes sur les travaux de la conférence internationale sur la mise en œuvre du PNDES ;
- la transmission de soixante (60) infos presse sur les activités du MINEFID aux médias par les canaux du Service d'information du Gouvernement ;
- la publication sur les sites web de DGB, DGD, DGI et MINEFID, des documents budgétaires tels que le projet de la LFI 2019, les rapports trimestriels d'exécution du budget 2018, le DPBEP, la circulaire budgétaire et le budget citoyen 2018 ;
- l'animation de deux (02) points de presse respectivement le 31 mars par le Secrétaire général sur les résultats clés de 2016, 2017, et les perspectives 2018 du département et le 19 juin par le Ministre de l'économie, des finances et du développement concernant la conférence sur la mise en œuvre du PNDES ;



Conférence de presse sur les réalisations du département de l'économie et des finances sur la période de 2016-2017 et les perspectives



Point de presse du Gouvernement sur la conférence internationale sur la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES)

❖ Formation technique et professionnelle

Cette action a été essentiellement marquée par :

- l'exécution des programmes de formation initiale et continue : 1 241 élèves ont été formés à l'ENAREF et à l'END dont 87 de nationalité étrangère ;
- des soutenances de mémoires à l'Ecole nationale des régies financières (ENAREF) et à l'Ecole nationale des douanes (END) ;



Soutenance de mémoires des élèves inspecteurs de la 23eme promotion de l'END



Soutenance de mémoires des élèves de la 29eme promotion de l'ENAREF



Sortie officielle de la 29ème promotion des élèves de l'ENAREF



Sortie officielle de la 23ème promotion des élèves de l'Ecole nationale des douanes

III.2 Les actions phares réalisées avec l'appui des projets et programmes de développement sous tutelle technique du MINEFID

A fin 2018, le portefeuille des projets et programmes du MINEFID se composait de dix-huit (18) projets et programmes répartis comme suit : un (01) projet en phase de formulation², neuf (09) projets en phase de démarrage³, cinq (05) projets en phase d'exécution et trois (03) clôturés ou en phase de clôture.

Les principales réalisations sont présentées selon les domaines suivants : le pilotage de l'économie et du développement, la bonne gouvernance et le développement de la statistique.

❖ *Dans le domaine du pilotage de l'économie et du développement :*

La mise en œuvre du Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL) a permis les principales réalisations suivantes :

- l'extension du Centre médical urbain de Dori ;
- la construction de deux CSPS à Sampelga et à Tongomayel ;
- la construction de 2 gares routières à Dori et Seytenga ;



Dori (administration et hall d'attente)

- la construction de 270 boutiques, 21 hangars, 3 marchés centraux et hall central dans le Sahel

² Sont dits en formulation, les projets dont les études sont en cours et qui ne disposent pas de document de projet.

³ Sont en démarrage, les projets qui disposent d'un document de projet et d'une convention de financement et qui cherchent à satisfaire les conditionnalités de premier décaissement.



Marché central de Falagountou (Sahel)



Boutique de rue à Silgadji (Sahel)

- l'acquisition de trois ambulances au profit de la région du Sahel ;
- le renforcement de capacités de 75 promoteurs en électricité auto et moto, en coiffure, en broderie et en menuiserie. Ces formations aux métiers et à l'emploi ont été sanctionnées par la remise de kits d'installation aux promoteurs à hauteur de 20 millions de francs CFA environ ;



Session de formation en broderie dans le Sahel

- le financement des activités génératrices de 617 promoteurs et promotrices pour un montant de 77 040 000 FCFA dans la région du Sahel ;

*Cérémonie de remise de chèques à Dori (Sahel)**Périmètre maraîcher de Dam bam (Sahel)*

La mise en œuvre du Programme d'urgence pour le Sahel (PUS) a permis l'atteinte des principales réalisations suivantes :

- la construction de centres de santé et de promotion sociale (CSPS) à Lely (Commune de Gorgadji) et Woulmassoutou (Commune de Sampelga),
- la construction de 5 dépôts MEG (+ incinérateur, un forage et latrines) dans les communes de Gorom-Gorom (Tasmakat, Saouga, Urbain, Korezena) ;
- la construction de logements (+ cuisine et latrine douche), dépôts MEG et incinérateurs dans les communes de Baraboulé (Ouindoupoli et Dankanao) ;
- la poursuite du bitumage de la route Kongoussi-Djibo, et des travaux d'entretien routier et d'aménagement de pistes de plus de 125 kms ;
- le raccordement de la centrale hybride (PV réseau) de Sebba au réseau national ;
- l'installation d'une station satellitaire terrienne 03B à Dori en vue de l'amélioration de la connectivité.
- la construction des clôtures de préfectures et de résidences de préfets à Arbinda, Diguel, Baraboulé, Djibo, Kelbo, Pobé-Mengao, Tongomayel, Koutougou et Nassoumbou.
- la construction de 02 Commissariats de Police de district à Bani et Koutougou, la reconstruction de la brigade territoriale de gendarmerie de Déou et la dotation des FDS en divers matériels de sécurité dans la région du Nord.



CSPS Lely (Sahel)



Dépôt MEG (Médicaments essentiels génériques) à Gorom-Gorom (Sahel)



Résidence préfet de Arbinda



Préfecture de Arbinda

❖ *Dans le domaine de la bonne gouvernance*

La mise en œuvre du Projet de gouvernance économique et de participation citoyenne (PGEPC) a permis les principales réalisations suivantes :

- l'élaboration du plan d'action opérationnel sur la diffusion des informations et des données budgétaires en lien avec le rapport diagnostic et les directives ;
- la réalisation d'une étude d'analyses budgétaires dans le domaine de l'éducation, de la santé et des infrastructures de 2016 à 2018 ;
- la conception et la mise en place d'un logiciel de suivi du processus de passation des marchés publics et d'alerte sur les délais impartis aux différentes étapes au Ministère de l'éducation nationale, au Ministère de la santé et au Ministère des infrastructures ;
- l'organisation de deux (02) panels sur la gouvernance dans les secteurs de l'éducation, la santé et les infrastructures à Bobo-Dioulasso et à Kaya ;
- l'élaboration et/ou l'actualisation de la cartographie des risques de cinq (05) ministères.

De la mise en œuvre du Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques (PAGPS) volet « Finances publiques », les réalisations majeures se résument comme suit :

- l'appui au recensement géo localisé des biens immobiliers de l'Etat dans la ville de Ouagadougou ;
- l'appui à l'élaboration des guides sur la gestion des bâtiments de l'Etat et baux administratifs et sur la comptabilité des matières des Etablissements publics de l'Etat (EPE) ;



Participants à l'atelier d'élaboration des guides sur la gestion des bâtiments de l'Etat et baux administratifs et sur la comptabilité des matières des EPE le 05 novembre 2018



Participants à l'atelier de réflexion sur le basculement des EPE, des Sociétés d'Etat et des Collectivités territoriales au budget programme, tenu du 26 au 30 novembre 2018

- l'organisation d'un atelier de formation sur la fiscalité complexe au profit des Brigades de vérification des directions des grandes entreprises et des directions



Atelier de formation sur la fiscalité complexe au profit des Brigades de vérification des directions des grandes entreprises et des directions des moyennes entreprises, du 12 novembre au 07 décembre 2018

❖ *Dans le domaine du développement de la statistique*

En matière de développement de la statistique, les principaux appuis du PAGPS volet « Statistiques » ont porté sur :

- l'élaboration de projets de textes réglementaires du SSN ;
- l'élaboration et la validation du Rapport statistique national (RSN) 2017 et du Programme statistique national (PSN) 2019 ;
- la préparation technique du Cinquième Recensement général de la population et de l'habitation (5e RGPH) à travers la supervision et le suivi des travaux cartographiques, la finalisation des outils, guides, manuels et applications informatiques de collecte, la préparation du recensement pilote et la préparation du draft de la demande de subvention de l'Union européenne au RGPH ;
- la finalisation du traitement des données et de l'analyse des résultats de l'Enquête nationale sur la main d'œuvre au Burkina Faso réalisée par l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF). Aussi, un dépliant des principaux résultats a été élaboré et imprimé en 1000 exemplaires ;
- l'élaboration et la validation des publications statistiques annuelles telles que les annuaires et les tableaux de bord de plusieurs ministères et institutions ;



Atelier de formation à l'administration et à la mise à jour des bases de données d'indicateurs en ligne sur le site web du CNS, tenu du 23 au 25 octobre 2018

- l'organisation par le Conseil national de la statistique (CNS) d'une session de la commission spécialisée « organisation du système statistique, législation, ressources humaines et financement » ;



Session de la commission spécialisée « organisation du système statistique, législation, ressources humaines et financement », tenue les 13 et 14 septembre 2018

- l'organisation d'un atelier de formation à l'administration et à la mise à jour des bases de données d'indicateurs en ligne sur le site web du CNS.



Atelier de formation à l'administration et à la mise à jour des bases de données d'indicateurs en ligne sur le site web du CNS, tenu du 23 au 25 octobre 2018

PARTIE IV
RELATIONS AVEC
LES PARTENAIRES ET USAGERS



IV.1 Les partenaires techniques et financiers

En 2018, le MINEFID a poursuivi et renforcé ses relations de coopération économique, technique et financière avec les PTF. Dans cette optique, deux (02) rencontres MINEFID/Troïka se sont tenues le 02 janvier et le 02 octobre. Aussi, les rencontres Gouvernement/PTF tenues le 29 avril et le 12 novembre ont permis aux deux (02) parties d'échanger sur des questions d'intérêt national relatives au développement du Burkina Faso. Par ailleurs, le dialogue avec les PTF a été matérialisé par la tenue les 07 et 08 juillet 2018 à Ouagadougou de la conférence internationale sur la mise en œuvre du PNDES. En marge de cette conférence, une table ronde de mobilisation de ressources pour le financement du PUS et du PADEL a été tenue.

En termes de mobilisation de ressources, soixante-dix (70) conventions de financement d'un montant global de 962,57 milliards de FCFA ont été signées contre soixante-sept (67) conventions qui s'élèvent à 943,60 milliards de FCFA en 2017, soit une hausse de 2,0%. On note vingt-six (26) conventions de financement des partenaires bilatéraux d'un montant total de 286,25 milliards de FCFA et quarante-quatre (44) conventions multilatérales qui s'élèvent à 676,32 milliards de FCFA.



Signature d'un accord de financement du Projet d'appui à l'enseignement primaire bilingue franco-arabe (PREFA) du Burkina Faso, le vendredi 13 juillet 2018 à Ouagadougou



Signature d'un accord-cadre de coopération entre le Burkina Faso et le Système des Nations unies sur la période 2018-2020, le 27 avril 2018 à Ouagadougou

Tableau 7: Récapitulatif des conventions de financement signées en 2018 en milliards de FCFA

Types	Bilatéraux		Multilatéraux	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Prêts	4	93,27	15	357,98
Dons	22	192,98	29	318,34
Total	26	286,25	44	676,32

Source : données DGCOOP

IV.2 Les ONG et les associations de développement

Les ONG et associations de développement interviennent dans la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement du Burkina Faso. Ainsi, en 2018, les journées nationales de concertation Gouvernement-ONG/AD ont été tenues du 28 au 29 juin 2018 sur le thème « Diversification de l'économie burkinabè : rôle des ONG/AD dans la promotion de la transformation et la commercialisation des produits locaux ».



Cérémonie d'ouverture des travaux de la 6ème édition des Journées nationales de concertation (JNC) Etat-ONG/AD du 28 juin 2018 sous la présidence effective de Dr Seglaro Abel SOME, Secrétaire Général du Ministère de l'économie, des finances et du développement



Au cours de l'année, trente-quatre (34) demandes d'autorisation d'exercer émanant d'ONG/AD étrangères ont été traitées dont trente-trois (33) avec un avis favorable.

Au titre des conventions d'établissement, seize (16) ONG/AD ont signé des conventions avec le Gouvernement, dont douze (12) nouvellement installées et quatre (4) à titre de renouvellement.

Tableau 8 : conventions signées au 31 décembre 2018

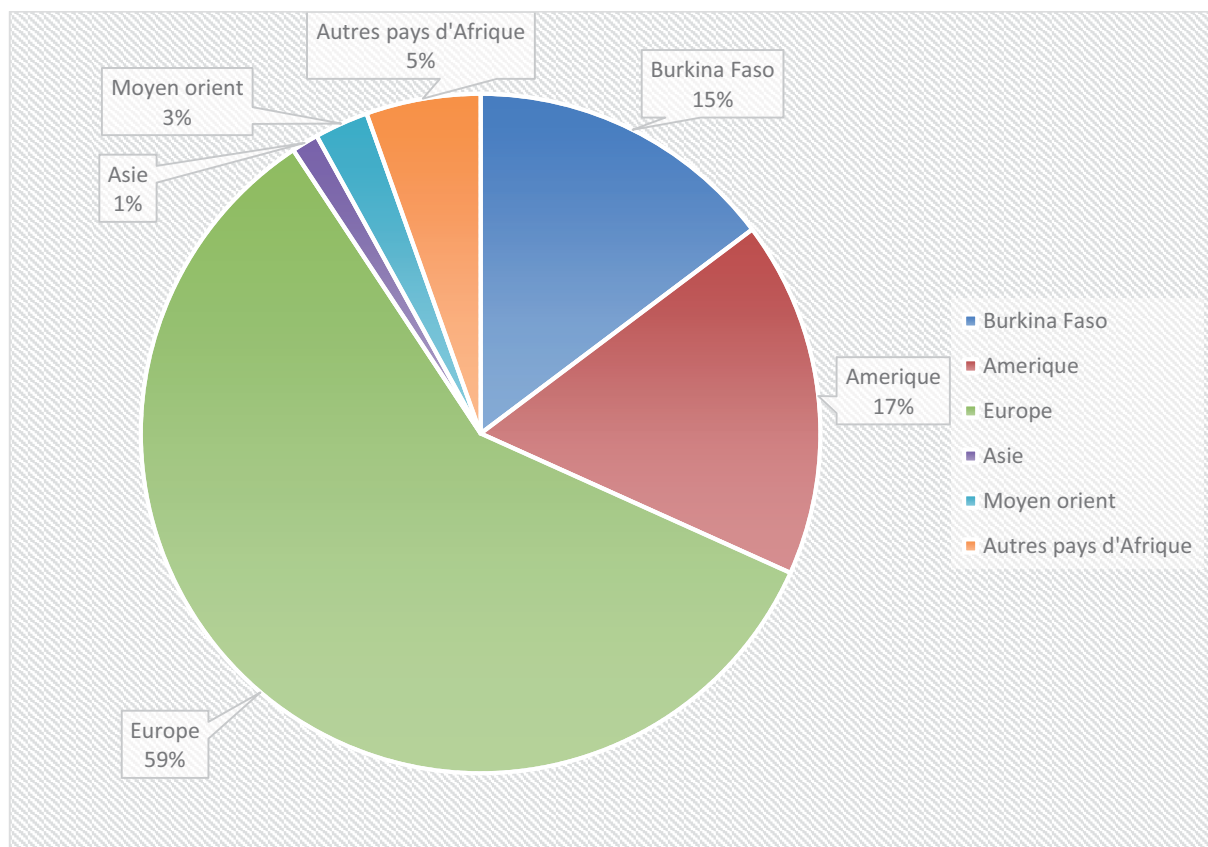
Conventions	Nombre	Investissement prévu (milliards de FCFA)	Période
Renouvellement	04	16,50	2016-2021
Conventions Initiales	12	15,97	2017-2029
TOTAL	16	32,47	2016-2029

Source : Données DGCOOP

L'établissement de ces ONG /AD porte à 312 le nombre d'ONG au Burkina Faso disposant d'une convention valide en 2018. Les domaines d'intervention concernés sont ceux de l'éducation, de l'agriculture, de la santé et de la gouvernance.

En ce qui concerne leur origine, les ONG étrangères représentent 85,25% de l'ensemble des ONG intervenant au Burkina Faso. Parmi celles-ci, les ONG françaises (60), USA (46) et italiennes (31) sont les plus nombreuses. Par ailleurs, la répartition des ONG/AD par zone géographique montre une prédominance des ONG d'origine européenne, suivies de celles américaines et burkinabè.

Graphique 7 : Répartition des ONG/AD par origine



Pour un meilleur exercice de leur fonction, les ONG/AD bénéficient d'exonération de la part du Gouvernement. Pour ce qui est des exonérations douanières, le montant total des demandes soumises au visa de la DGCOOP ont concerné des matériels d'une valeur Coût assurance fret (CAF) estimée à 3,83 milliards de FCFA.

Au titre des exonérations fiscales, le montant total de TVA dont le remboursement a été demandé s'élève à 309,60 millions de FCFA.

IV.3 Le secteur privé

Dans le cadre de ses relations avec le secteur privé, les actions majeures suivantes ont été réalisées :

- ✓ la réalisation d'un rapport diagnostique sur le cadre législatif et institutionnel des PPP ;
- ✓ l'élaboration des dossiers d'appel d'offres types (DAO), des contrats-types et un projet de guide de bonnes pratiques en matière de PPP;
- ✓ l'élaboration d'un avant-projet de programme PPP 2018 et du projet de rapport d'exécution du programme PPP 2016 ;

- ✓ la signature d'une convention de prêts de 181,068 milliards pour la construction de la voie de contournement de la ville de Ouagadougou.

IV.4 Les collectivités territoriales

Dans le cadre de l'appui à la décentralisation, les collectivités territoriales (CT) ont bénéficié de transferts de ressources d'un montant total de 51,4 milliards de FCFA en accompagnement des onze (11) blocs de compétences transférées.

Tableau 9 : Montant des ressources transférées par domaine de compétences.

<i>Domaine de compétences</i>	<i>de</i>	<i>Montant transféré (en millions de FCFA)</i>
Education primaire		32 355,76
Santé		6 514,28
Eau potable et assainissement		2 300,00
Jeunesse et emploi		190,00
Sports et loisirs		30,46
Culture et tourisme		147,63
Action sociale et solidarité nationale		95,00
Agriculture		2 057,23
Commerce		957,30
Ressources animales		1 426,99
Infrastructure		4 932,00
Finances (3 collectivités)		400,00
Total		51 406,00

Source : données DGDT

Par ailleurs les collectivités territoriales ont bénéficié d'autres appuis (dotations globales, subventions, rémunération des agents des Instituts régionaux d'administration,) de l'Etat dont le montant s'élève à 31 milliards. La part du budget de l'Etat transféré aux collectivités en 2018 se situe à 4,51% pour une cible de 10%.

IV.5 Les autres ministères et institutions.

Dans le cadre du renforcement du pilotage et de la gestion de l'économie, le MINEFID appuie les autres ministères et institutions dans la formulation de leurs politiques sectorielles, l'élaboration et l'exécution de leur budget programme.

Ainsi, le MINEFID a accompagné la finalisation de treize (13) politiques sectorielles qui ont été adoptées en Conseil des ministres. Il a par ailleurs appuyé vingt et un (21) ministères dans l'élaboration de leurs plans d'actions ministériels.

Aussi, en matière de planification, de programmation, de gestion budgétaire et de marchés publics, des cadres de concertation « DGB avec les DAF » et « DGEP avec les DGESS » ont été tenus.

PARTIE V

DEFIS ET PERSPECTIVES

The graphic features a large yellow rectangular area at the top. Below it, several overlapping, angular shapes in various shades of teal and light blue create a dynamic, layered effect. A prominent white diagonal line cuts through the teal shapes, adding a sense of movement and depth to the design.

Pour l'année 2019, le MINEFID doit réaliser sa mutation institutionnelle pour l'amélioration de ses performances dans le contexte du budget programme et l'atteinte des objectifs du PNDES. Ainsi, les défis majeurs auxquels le ministère fait face sont notamment :

- le renforcement du dialogue et de la cohésion sociale ;
- la poursuite de la mise en œuvre des réformes institutionnelles, organisationnelles et réglementaires ;
- l'amélioration du civisme fiscal, la lutte contre la fraude, le faux et la corruption ;
- la rationalisation des dépenses et la réduction du train de vie de l'Etat ;
- le renforcement de la communication interne ;
- l'amélioration et la sécurisation du cadre de travail (local et matériel) ;

Pour relever ces défis, les actions fortes suivantes seront mises en œuvre :

- élaborer et mettre en œuvre la politique de cohésion sociale ;
- élaborer et opérationnaliser le nouvel organigramme du ministère ;
- élaborer la stratégie de renforcement du civisme fiscal ;
- dynamiser les cadres de concertation interne ;
- élaborer et opérationnaliser la stratégie d'optimisation du parc automobile de l'Etat ;
- mettre en œuvre le plan global de sécurisation du ministère.

En termes de perspectives, le MINEFID entend réaliser les actions majeures suivantes :

- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du référentiel sur la division du travail et la complémentarité entre les PTF ;
- l'opérationnalisation de la facture normalisée au niveau du réel simplifié d'imposition ;
- la poursuite de l'opérationnalisation des télé-procédures fiscales (Impôts et Douanes) ;
- l'élaboration du guide de l'ordonnateur adapté à l'approche budget programme ;
- la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- la réalisation des enquêtes d'envergure nationale (5^{ème} RGPH, 5^{ème} EDSBF, EHCVM) ;
- la mise en place d'un cadre incitatif à même de capter des modes novateurs de financement ;

CONCLUSION

A decorative graphic consisting of a yellow rectangular area at the top, which tapers downwards into a series of overlapping, angular teal and white shapes that resemble a stylized mountain range or a series of steps. The teal colors vary in shade, from a light turquoise to a darker, more saturated teal.

L'année 2018 a été marquée par la poursuite des réformes engagées au sein du ministère, la mise en œuvre de plusieurs actions et mesures qui ont permis d'atteindre des résultats majeurs avec la contribution des différents partenaires. Pour parvenir à ces résultats, un accent particulier a été mis sur le pilotage des services, la valorisation des ressources humaines, la communication et l'interaction entre les acteurs du secteur. Toutefois, ces performances n'ont pas été réalisées sans difficultés. Au rang de celles-ci, figurent l'insécurité liée aux attaques terroristes et la faible réactivité de certains Ministères et Institutions dans la mise en place des unités de gestion des programmes budgétaires et des comités de revue.

Pour l'année 2019, les défis majeurs à relever pour améliorer la performance du département concernent la poursuite des réformes institutionnelles, organisationnelles et règlementaires, l'amélioration du civisme fiscal, le renforcement de la transparence dans la gestion des finances publiques et le renforcement de la communication interne. Une bonne implication de tous les acteurs permettra de relever ces défis.

Equipe d'élaboration de la rétrospective 2018

- Madame **SANE/CONGO Aïssata**, Directrice générale des études et des statistiques sectorielles ;
- Madame **KABORE/ ZOUNGO Aminata**, Directrice du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;
- Monsieur **BAKOLO Léon Herman**, Directeur de la communication et de la presse ministérielle ;
- Monsieur **KONE Bimba**, Chargé du contrôle interne et du suivi évaluation de la Direction générale des études et des statistiques sectorielles ;
- Monsieur **SAWADOGO Ilyasse**, Chargé d'études à la Cellule d'appui technique / Direction générale des études et des statistiques Sectorielles ;
- Monsieur **ZONGO Alexis**, Chargé d'études à la Cellule d'appui technique / Direction générale des études et des statistiques sectorielles ;
- Monsieur **BADO Valérie Giscard** de la Direction générale de la coopération ;
- Monsieur **SALBRE Soumaïla**, Chef de service à la Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;
- Monsieur **DARGA Raymond Bernard** de la Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;
- Monsieur **YAMEOGO K. Richard** de la Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;
- Monsieur **OUATTARA Adama**, Chef de service à la Direction de la formulation des politiques ;
- Monsieur **SIMPORE Charles** de la Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;
- Monsieur **KOEBA Mahomed** de la Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;
- Madame **ROUAMBA/CONGO Adeline** de la Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;
- Monsieur **DINDANE Issaka** de la Direction des statistiques sectorielles ;
- Monsieur **SOMDA Sanitéon Julien**, Chargé du contrôle interne et du suivi-évaluation de la Direction des ressources humaines ;
- Monsieur **RAMDE Fernand** de la Direction de la prospective et de la planification opérationnelle ;
- Monsieur **KYELEM K. Jean-Paul** de la Direction de la coordination des projets et programmes ;
- Monsieur **NIKIEMA Emile** de la Direction du développement institutionnel et de l'innovation ;
- Monsieur **SAWADOGO Boureima** de la Direction générale de l'économie et de la planification ;
- Monsieur **KAGAMBEGA T. Gaëtan** de la Direction de la communication et de la presse ministérielle ;
- Madame **TRAORE Yé Ida** de la Direction générale des études et des statistiques sectorielles ;

- Madame **KI/OUEDRAOGO Irène** de la Direction générale du développement territorial/PADEL ;
- Monsieur **NIKIEMA Narcisse** de la Direction de l'administration et des finances ;
- Monsieur **PAGBELEM Adama**, Chef de service à la Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation.

Photo de l'équipe d'élaboration de la rétrospective 2018



ANNEXES

A decorative graphic consisting of a yellow rectangular area at the top, which contains the word 'ANNEXES' in bold black text. Below the yellow area, there are several overlapping, angular shapes in various shades of teal and light blue, creating a dynamic, layered effect.

Annexe 1 : Statistiques sur les ressources humaines et financières

Tableau 1 : Evolution du personnel du MINEFID de 2012 à 2016

Année	2014	2015	2016	2017	2018
Effectif	7 849	7 983	8 199	8 538	9 269

Source : DRH/MINEFID

Tableau 2 : Structure du personnel du MINEFID par sexe de 2016 à 2018

Sexe	2016		2017		2018	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Homme	6 477	79,00	6 845	80,00	7 562	81,58
Femme	1 722	21,00	1 693	20,00	1 707	18,42
Ensemble	8 199	100,00	8 538	100,00	9 269	100,00

Source : DRH/MINEFID

Tableau 3 : Evolution du personnel par tranche d'âge de 2014 à 2018

Tranche d'âge	2014	2015	2016	2017	2018
Moins de 20 ans	1	0	0	0	0
20 à 24 ans	57	67	157	173	96
25 à 29 ans	784	804	821	872	788
30 à 39 ans	3 796	4 000	4 027	4 146	4 317
40 à 49 ans	2 097	2 018	2 037	2 122	2 459
50 et plus	1 114	1 094	1 157	1 125	1 609
Ensemble	7 849	7 983	8 199	8 538	9 269

Source : DRH/MINEFID

Tableau 4 : Evolution des dotations budgétaires et exécution budgétaire par type de dépense du MINEFID de 2017 à 2018 (en millions FCFA)

Intitulés	Année					
	2017			2018		
	Dotation	Exécution	%	Dotation	Exécution	%
Dépenses courantes	85 275,22	84 622,16	99,23	109 892,35	98 534,04	89,66
...Personnel	28 279,64	28 276,68	99,99	28 157,42	24 597,27	87,36
...Fonctionnement	45 119,58	44 781,27	99,25	60 235,76	59 343,26	98,52
...Transfert courant	11 876,00	11 564,21	97,37	21 499,18	17 593,51	81,83
Dépenses en capital	28 231,20	25 060,63	82,42	67 973,61	13 810,56	20,32
...Ressources propres	26 165,13	24 933,98	95,29	61 741,53	11 994,37	19,43
...Subventions	2 066,07	126,66	6,13	4 524,23	108,34	2,39
...Prêts	0,00	0,00	0,00	1 707,85	1 707,85	100
Total	113 506,42	109 682,79	96,63	177 865,97	112 344,60	63,16

Source : DAF/MINEFID

Tableau 5 : Performances des régies de recettes en 2018 (en milliards FCFA)

Structures	Prévisions LFR	Réalisations
DGI	747	723,05
DGD	572,88	639,09
DGTCP	156,9	177,99

Source : DGESS/MINEFID

Tableau 6 : Liste des projets et programmes sous tutelle technique du MINEFID en 2018

N°	Projets et programmes
1	Programme d'appui à la résilience économique et climatique des populations au Burkina Faso à travers les innovations financières et digitales (PARI)
2	Projet d'appui à la mise en œuvre du PNDES (PA PNDES)
3	Programme population
4	Initiative fonds fiduciaire Union européenne-OIM pour la protection et la réintégration des migrants : Burkina Faso.
5	Projet « renforcement des capacités nationales à l'intégration du dividende démographique dans les politiques de développement »
6	Programme d'urgence pour le sahel au Burkina Faso (PUS-BF)
7	Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL)
8	Projet Cadastre fiscal (PCF)
9	Projet de Gouvernance Economique et de Participation Citoyenne (PGEPC)
10	Projet d'assistance technique et financier au profit de la Direction Générale Des Impôts (DGI), Phase II
11	Projet soutien à la politique sectorielle de gouvernance économique-appui au renforcement de la gestion des finances publiques
12	Projet renforcement de la bonne gouvernance financière au Burkina Faso (PRBGF)
13	Programme immobilier de l'Etat et de ses démembrements (PIED)
14	Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques (PAGPS)

Source : DGESS

Annexe 2 : Résumé de l'aide extérieure par source et par type de financement (en millions USD)

Type de financement	2017		Total	2018		Total
	Prêts	Dons		Prêts	Dons	
Bilatéraux	81,29	343,57	424,86	50,75	369,18	419,93
Arabie Saoudite			-			-
Belgique		6,184	6,184	0,96	16,14	17,11
France	52,42	30,38	82,8	36,60	45,40	81,99
Inde	1,59		1,588	0,61		0,61
Koweït			0			-
Allemagne		43,77	43,77		45,37	45,37
Autriche		3,59	3,594			-
Brésil			-			-
Canada		22,55	22,55		39,59	39,59
Chine-Taïwan	0,00	20,48	20,48			-
Corée du Sud			0			-
Danemark	27,279	32,11	59,385	12,57	42,33	54,90
Etats Unis d'Amérique		105,12	105,117		93,71	93,71
Italie		5,81	5,809		7,06	7,06
Japon		26,58	26,576		13,44	13,44
Luxembourg		16,34	16,337		21,88	21,88
Pays-Bas			0			-
Principauté de Monaco			0		0,94	0,94
Suisse		24,50	24,503		27,85	27,85
Suède		6,16	6,16		15,48	15,48
Multilatéraux	200,97	447,98	648,943	365,71	592,94	958,65
Banque Africaine de Développement	51,76	26,37	78,129	56,86	46,57	103,43
Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique	2,87		2,868	4,84		4,84
BID	23,14		23,139	50,74	0,07	50,81
Banque Mondiale	70,76	125,87	196,628	173,90	230,46	404,36
Banque Ouest-Africaine de Développement	25,13		25,131	29,99		29,99
Banque d'Investissements et de Développement de la CEDEAO	8,272		8,272	10,21		10,21
Fonds Monétaire International	6,07		6,071	25,16		25,16
Fonds OPEP	1,14		1,14	8,45		8,45
Système des Nations Unies (SNU)	2,81	111,05	113,859	5,56	79,55	85,11
Union Européenne	9,018	184,69	193,704		236,30	236,30
ONG Internationales		65,84	65,84		61,64	61,64
TOTAL	282,26	857,39	1139,64	416,46	1023,76	1440,21

Source : DGCOOP

Annexe 3 : Situation détaillée des conventions signées en 2018

INTITULE	F CFA
COOPERATION BILATERALE	286 246 728 745,53
SERVICE ZONE EUROPE	194 186 591 322,53
Partenariat Mondiale pour l'Education	18 161 000 000
Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire dans la région de l'Est_ Initiative Tiwara (PSAE)	8 527 441 000
Projet d'Appui aux communes de l'Ouest du Burkina Faso composante Fast track(PACOF-FT)	1 311 914 000
Projet Agriculture Contractuelle et Transition Ecologique PACTE	6 559 570 000
Projet Agriculture Contractuelle et Transition Ecologique PACTE	3 279 785 000
Fonds d'études et de renforcement des capacités, phase 4 (Mise à disposition d'un expert technique international (ETI) auprès de la DGD)	327 978 500
Appuis Budgétaire	6 559 570 000
Protocole d'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso relatif au Projet BKF/024 d'appui à la "Récupération et Valorisation des Espaces Pastoraux"	3 279 785 000
Protocole d'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso relatif au BKF/025 "Programme d'appui pour la mise en œuvre du Plan Sectoriel de l'Education et de la Formation (PSEF) "	4 591 699 000
Protocole d'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso relatif à l'appui projet BKF/023 "appui à la gestion durable des ressources forestières"	11 151 269 000
Appuis Budgétaire Sectoriel "Eau et assainissement"	4 591 699 000
Service d'experts apportés au bénéficiaire dans le cadre du projet TruBudget, financés à partir d'un fonds spécial (Fonds d'études et de consultation, no°13480) mis à disposition par le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne PN 40948	262 382 800
Fonds enfants et jeunes	3 935 742 000
Appuis Budgétaire Sectoriel "Eau et assainissement" II	11 807 226 000
Ptojet ORIO 13 BF 011 Amélioration de l'accès au service de santé pour la mère et l'enfant au Burkina Faso	4 160 735 251
Convention de prêt pour le financement du projet de construction et d'équipement du centre hospitalier universitaire de Bassinko	53 165 621 529,58

INTITULE	F CFA
Accord de coopération entre le royaume de Suède et le Burkina Faso pour la période 2018-2022	????????
Projet de réalisation de 27 systèmes d'adduction d'eau potable dans la Région du Centre-Et	5 247 656 000,00
Convention spécifique pour le financement de projets de développement économique et social inclusif dans la région du Centre Est	29 518 065 000,00
Appui à la gestion des finance publique 2018-2020	1 760 000 000,00
Programme d'appui à la décentralisation et la participation citoyenne phase 2	12 381 000 000,00
Projet de renforcement des compétences techniques et entrepreneuriales des artisans burkinabè par la mise en place d'un Centre national d'appui à la transformation artisanale du coton (CNATAC)	3 278 950 622,70
Projet d'appui à la réalisation du 5ème Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH 2016) :	327 501 619,26
SERVICE ZONE AFRIQUE PROCHE ET MOYENS ORIENT	24 795 174 600,00
Accord de don relatif au financement partiel du projet de construction et d'équipement du centre hospitalier universitaire de Bassinko (CHU-Bassinkoà	24 795 174 600,00
SERVICE ZONE AMERIQUE ASIE PACIFIQUE CARAIBE	67264962823,00
Construction de la route Gounghin-Fada N'Gourma	28 295 000 000
Projet de renforcement des capacités Opérationnelles des Unités Spéciales d'Intrvention (PRCOUSI)	6 239 962 823
Accord de coopération économique et technique entre le Gouvernement du Burkina Faso et le Gouvernement de la République Populaire de Chine concernant l'offre de Don Chinois	32730000000,00
COOPERATION MULTILATERALE	676 322 908 031,60
BADEA	28 672 650 000
Projet de construction et d'équipement d'une Unité de Formation et de Recherche en Sciences et Techniques et d'une cité universitaire à l'Université de Koudougou.	6 422 650 000
Assistance technique pour le financement d'un appui institutionnel aux infrastructures sociales générales dans la province de "SOUM"	250 000 000
Ligne de crédit pour l'appui à quatre fonds nationaux de financement	11 000 000 000
Projet de construction et de bitumage de la RN 10 Tougan-Ouahigouya	11 000 000 000
OFID	8 400 000 000

INTITULE	F CFA
Projet de construction et d'équipement d'une Unité de Formation et de Recherche en Sciences et Techniques et d'une cité universitaire à l'Université de Koudougou.	8 400 000 000
BAD	51 407 472 732
Projet d'Interconnexion électrique Nigéria-Niger-Bénin/Togo-Burkina Faso	12 063 428 228
Programme de soutien pour les mini-réseaux à base d'énergie renouvelable au Burkina Faso	774 043 730
Programme d'appui aux réformes dans le secteur de l'Energie	11 500 000 773
Cu2a	18 370 000 000
PADEJ-MM	8 700 000 000
Banque mondiale	454 111 697 400
Don n° TFOA616 et n°D256-BF Projet d'appui régional à l'initiative pour l'irrigation au sahel au Burkina Faso (PARIIS-BF) volet SOFITEX	2 925 000 000
Prêt n°6184-BF Financement additionnel du projet pôle de croissance Bagré	27 419 002 600
Prêt n° 6222 Financement Additionnel du projet régional des infrastructures de communication de l'Afrique de l'ouest (PRICAO-BF)	10 757 694 800
Prêt n° 6160-BF Projet d'appui régional à l'initiative pour l'irrigation au sahel au Burkina Faso (PARIIS-BF)	12 500 000 000
Programme d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement (P for R Eau et Assainissement) Don n°D330-BF et prêt n°6255-BF	25 000 000 000
	125 000 000 000
Don n° D354-BF et n°TFA7763-BF Projet de renforcement des services de santé et de la sécurité sanitaire	50 000 000 000
Don n° D357-BF Projet d'Appui à l'Enseignement Supérieur (PAES)	35 000 000 000
Don n° D374-BF Projet de renforcement de la résilience climatique au Burkina Faso (HYDROMET)	4 250 000 000
Projet d'interconnexion régionale de la Dorsale Nord (Don n°D392-BF et Prêt n°6339-BF)	34 180 000 000
	77 080 000 000
Don n°D411-BF Projet d'urgence pour le financement des dépenses récurrentes (PUFDR)	50 000 000 000
Union Européenne	81 994 625 000
Programme d'appui au contrôle de l'Exécutif	3 279 785 000

INTITULE	F CFA
Programme Population	16 398 925 000
Projet d'appui aux filières agricoles (VAFA)	15 087 011 000
Appui à la mise en œuvre du Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS) du Burkina Faso	32 797 850 000
Projet d'appui à l'Enseignement primaire bilingue franco-arabe (PREFA) « Appui à la modernisation de l'enseignement franco-arabe » (FFU)	4 591 699 000
Programme d'appui à la structuration de l'économie de la culture (industrie culturelle)	6 559 570 000
Projet d'appui à la réduction des inégalités du genre	3 279 785 000
FAO	1 297 872 500
Action contre la désertification en appui à la mise en œuvre de l'initiative de la grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel (IGMVSS) et la Coopération Sud-Sud dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du pacifique (ACP)	983 935 500
Projet d'appui aux ménages victimes des infestations de la chenille légionnaire dans les régions du Sud-Ouest, des Cascades et du Centre-Ouest	131 118 000
Projet d'appui au développement des légumineuses dans les régions du Centre-Nord et du Nord	158 301 000
Renforcement des capacités d'analyse et de suivi des projets d'investissement à travers l'outil ex ac	24 518 000
UNCDF	
Programme d'appui à la résilience économique et climatique des populations au BF à travers les innovations financières et digitales (Financement du Luxembourg)	1 771 083 900
CIR	
Projet d'appui à la compétitivité des produits de la filière karité (PACFI-K) / Luxembourg	1896642955
PNUD	6 128 590 400
Projet de l'association jeunesse espoir d'Afrique	82 500 000
Projet femmes jeunes entrepreneurs et citoyenneté	1 118 806 500
Promotion de l'accès à la justice au Burkina Faso	425 000 000
Programme Agrifinances	1 350 000 000

INTITULE	F CFA
	250 000 000
Projet d'appui à la participation citoyenne, à la décentralisation et au développement local (PAPCIDDEL)/Luxembourg	984 000 000
	147 200 000
Projet d'appui conseil stratégique à la gouvernance du secteur de la sécurité au BF	
UNOPS	250 000 000
Renforcer la sécurité des frontières pour la stabilité du Burkina Faso	250 000 000
BOAD	40 000 000 000
Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL)	30 000 000 000
Projet de renforcement du réseau s'assainissement des eaux pluviales de la ville de Ouagadougou (Phase 3) : aménagement de l'exutoire à l'intérieur et en aval du Parc Bangr Weogo au Burkina Faso	10 000 000 000
BIDC	4 060 000 000
Projet Société de Transformation des Fruits et Légumes	4 060 000 000
ONG	32 471 053 272,37
MENNONITE CENTRAL COMMITTEE	239 832 880
Donner du sourire aux enfants défavorisés en soutenant leur éducation, à créer un cadre d'éducation et renforcer les liens entre les élèves et leurs parents et à accompagner les enfants déscolarisées dans leur autonomisation à travers l'apprentissages des métiers	239 832 880
CREATIVE ASSOCIATES INTERNATIONAL	150 203 000
Renforcer les capacités et le réseautage dans des institutions régionales ouest africaines, des gouvernements nationaux et des organisations de la société civile en vue de faire face à l'extrémisme violent avec beaucoup plus d'efficacité dans la region du sahel	150 203 000
EDUCATEUR SANS FRONTIERE	224 421 650
Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie par l'élargissement du droit à l'éducation et au développement de l'éducation dans les pays en développement	224 421 650
SOS FAIM Belgique	2 193 382 191
Renforcer les performances économiques, environnementales et sociales des acteurs de l'agriculture familiale durable	2 193 382 191
ORGANISATION OECUMENIQUE POUR LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	5 117 790 674

INTITULE	F CFA
Faciliter l'accès aux marchés financiers et aux services agricoles aux agriculteurs ruraux	5 117 790 674
LA GOCCIA ONLUS	423 681 314
Promouvoir l'adoption à distance, l'assistance sociale et socio sanitaire, la bienfaisance, l'instruction et l'alphabétisation dans les villages, le soutien et réalisation d'écoles	423 681 314
ORDRE DES PRECHEURS VICE PROVINCE SAINT AUGUSTION EN AFRIQUE DE L'OUEST	2 937 998 340
Promouvoir des projets sociaux à but non lucratif pour le développement intégral de l'homme dans les domaines culturels, religieux, l'accès à l'eau potable, la santé, l'assainissement, la protection de l'environnement, la sécurité alimentaire, la culture de la paix et de la non violence. Des actions d'écocitoyenneté. favoriser l'accès des jeunes africains à un enseignement supérieur et aux filières de formation innovantes et porteuses en adéquation avec le contexte de reconstruction de l'Afrique et de lutter contre le chômage	2 937 998 340
SOUTIEN AUX IMMIGRES DE LA SERVANTE MARGHERITA	1 041 988 650
Promouvoir, faciliter et soutenir l'intégration sociale des immigrés; accueillir et assurer la tutelle des immigrés; favoriser la création des centres d'hébergement et d'aide sanitaire; entreprendre des initiatives contre les mauvaises traitements, la violence et les abus sur les femmes et les mineurs; entreprendre des projets de sensibilisation sur les problèmes de l'immigration, l'intégration, la libre circulation des personnes et la culture; réaliser des programmes d'éducation sur inter culturalité et l'antiracisme.	1 041 988 650
ASSOCIATION SOLIDARITE BRETAGNE BURKINA	61 575 000
Venir en aide aux populations du Burkina Faso et plus particulièrement aux enfants défavorisés (orphelins et enfants de la rue); soutenir de petits projets locaux et tous objets similaires, annexes ou complémentaires ou susceptibles d'en favoriser la réalisation ou le développement.	61 575 000
CONSERVATION JUSTICE	251 400 000
Assister le gouvernement du Burkina Faso dans le renforcement de l'application de la loi faunique, produire des moyens de dissuasion au braconnage exacerbé des espèces protégées, enquêter sur le commerce illicite des produits fauniques et d'autres activités nuisibles à la survie de la faune	251 400 000
COMMUNAUTE MISSIONNAIRE DE VILLAREGIA	250 164 282
Contribuer à accroître la bonne gouvernance politiques à travers la sensibilisation à un citoyenneté active et connaissance des droits de l'homme et favoriser une éducation de qualité à la population sur la valeur de la démocratie et de la paix	250 164 282
ORGANISATION JAPONNAISE POUR VIVRE AVEC LME SOURIRE	61 426 320

INTITULE	F CFA
Amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation	61 426 320
AIDE ET ACTION BURKINA FASO	1 663 037 563
Faire progresser la cause de l'éducation pour tous prioritairement de l'éducation de base, pour toutes les populations vulnérables dont le droit fondamental à une éducation de qualité est mis en péril ou non appliqué afin de leur permettre de choisir leur avenir librement	1 663 037 563
INADES FORMATION	474 027 326
Un monde rural organisé et influent, basé sur des unités familiales dynamiques, entreprenantes et soudés, qui est souverain sur le plan alimentaire et qui poursuit ses propres ambitions de développement dans le respect de l'environnement et des principes de bonne gouvernance et d'équité	474 027 326
ASSOCIATION SCHIPHRA	14 125 550 000
Accès aux services de santé de qualité aux populations déshéritées	14 125 550 000
INTRAHEALTH INTERNATIONAL INC	3 254 574 082
Atteinte des objectifs nationaux du Programme de Ouagadougou; Arrêter les décès maternels et infantiles évitables	3 254 574 082
PPP	181 068 341 000,00
Construction et butinage de la route de contournement du boulevard périphérique de la ville de Ouagadougou (Route de contournement Nord Sud)	181 068 341 000
TOTAL	1 176 109 031 049,50

Source : DGCOOP

